

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
1.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Mitteilungen</i>				
2.	2013-GC-40	Divers <i>Verschiedenes</i>	Assermentations <i>Vereidigungen</i>				
3.	2018-DEE-48	Décret <i>Dekret</i>	Crédit d'engagement en vue du renouvellement des équipements techniques de l'Ecole des métiers de Fribourg <i>Verpflichtungskredit für die Erneuerung der technischen Geräte und Anlagen der Berufsfachschule Freiburg</i>	Entrée en matière et lecture <i>Eintreten und Lesung</i>	Nicolas Bürgisser Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I
4.	2018-GC-97	Motion <i>Motion</i>	Demande d'intervention du Conseil d'Etat auprès de la Confédération pour soutenir le travail de collaboration de groupes de professionnels en faveur de patients, apportant qualité et économie, comme par exemple le modèle fribourgeois d'assistance pharmaceutique dans les EMS appliqué ces dernières années. <i>Der Staatsrat soll sich beim Bund für Zusammenarbeitsprojekte von Fachpersonengruppen einsetzen, die sowohl den Patientinnen und Patienten als auch der Qualität und der Wirtschaftlichkeit zugutekommen, wie z. B. das in den letzten Jahren angewandte Freiburger Modell der pharmazeutischen Betreuung in den Pflegeheimen</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Antoinette de Weck Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Marc-Antoine Gamba Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Anne-Claude Demierre Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
5.	2018-GC-139	Postulat Postulat	HFR: la mission avant tout HFR: Der Auftrag zuerst	Prise en considération Erheblicherklärung	Johanna Gapany Auteur-e / Urheber/-in Jean-Daniel Schumacher Auteur-e / Urheber/-in Anne-Claude Demierre Représentant-e du Gouvernement / Regierungsvertreter/-in		
6.	2018-GC-152	Mandat Auftrag	Mission stratégique et financement du HFR Strategischer Auftrag und Finanzierung des HFR	Prise en considération Erheblicherklärung	Sylvie Bonvin-Sansonnens Nicolas Kolly Cédric Péclard Peter Wüthrich Benoît Rey Mirjam Ballmer Ralph Alexander Schmid Urs Perler Claude Chassot Christa Mutter Auteur-e-s / Urhebers/- innen Anne-Claude Demierre Représentant-e du Gouvernement / Regierungsvertreter/-in		

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
7.	2016-GC-106	Motion <i>Motion</i>	Initiative cantonale – Renforcement des mesures d’intégration et de « déradicalisation » pour les réfugiés reconnus à titre de contribution à la sécurité intérieure <i>Standesinitiative – Verstärkte Massnahmen zur Integration anerkannter Flüchtlinge und Deradikalisierung als Betrag zur inneren Sicherheit</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Josef Fasel Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Rudolf Vonlanthen Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Maurice Ropraz Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
8.	2018-GC-133	Motion <i>Motion</i>	Cours pour les migrant-e-s: nos valeurs ne sont pas taboues <i>Kurs für Migrantinnen und Migranten: unsere Werte sind nicht tabu</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Johanna Gapany Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Susanne Schwander Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> Maurice Ropraz Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
9.	2013-GC-41	Divers <i>Verschiedenes</i>	Clôture de la session <i>Schluss der Session</i>				



Message 2018-DEE-48

18 décembre 2018

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement en vue du renouvellement des équipements techniques de l'Ecole des Métiers de Fribourg (EMF)

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'ouverture d'un crédit d'engagement pour l'Ecole des Métiers de Fribourg (ci-après: EMF).

Ce décret doit permettre de renouveler et compléter les équipements techniques nécessaires pour assurer la formation pratique des apprenti-e-s dans les professions techniques proposées par l'EMF.

1. Introduction

L'EMF, rattaché au Service de la formation professionnelle (SFP), dépendant lui-même de la Direction de l'économie et de l'emploi (DEE), offre principalement des formations professionnelles initiales aboutissant à un Certificat Fédéral de Capacité (CFC) dans le domaine technique, avec une intégration systématique des cours de Maturité Professionnelle en cours d'apprentissage (MP1). Elle compte deux sections «métiers» appelées «EMF-Industrie» et «EMF-Informatique». Sa capacité annuelle d'accueil est actuellement:

- > Section EMF-Industrie:
 - automaticien-ne-s CFC: 18–20 nouveaux contrats/an;
 - électronicien-ne-s CFC: 18–20 nouveaux contrats/an;
 - polymécanicien-ne-s CFC: 12–14 nouveaux contrats/an;
- > Section EMF-Informatique:
 - Informaticien-ne-s CFC: 54–60 nouveaux contrats/an, dès 2019.

Depuis sa création en 1896 et au fil de son développement, l'EMF a régulièrement acquis des équipements techniques pour se tenir à jour avec les évolutions technologiques, ceci par le biais des procédures budgétaires ordinaires. Si cette solution répondait aux besoins dans le passé et permettait un renouvellement progressif des équipements de formation, dans certains cas, elle atteint ses limites.

Il faut relever que l'EMF n'a pas profité de la mise en service en 2011 du bâtiment «Eisenherz» sur le campus du Plateau de Pérolles à Fribourg pour remplacer ses équipements de formation. En effet, le crédit de construction n'a alors intégré

qu'une très faible part des équipements techniques de l'école. Cela a été notamment le cas pour les infrastructures de base (réseau informatique et alimentations), ainsi que pour les équipements de base du magasin pour stocker des matières premières et fournitures. Il s'agissait alors de répondre aux exigences sécuritaires (étagères mobiles pour les matières premières) et aux contraintes posées par le concept architectural du bâtiment (stockage automatisé des fournitures, accessibles sur deux niveaux). Les équipements nécessaires à la formation ont été quant à eux simplement déménagés.

Aujourd'hui, les équipements techniques spécifiques aux deux sections «métiers» doivent être renouvelés. Si les motifs de ce renouvellement diffèrent selon la section, les deux sections partagent la nécessité et l'urgence dudit renouvellement.

2. Justification de l'investissement

Section EMF-Industrie

De manière générale, les raisons justifiant la demande de crédit d'engagement pour rééquiper les ateliers de l'EMF sont multiples. Les principales d'entre elles sont développées ci-dessous:

- > le vieillissement des équipements existants;
- > l'obsolescence annoncée par les fournisseurs pour certains équipements;
- > les lacunes de sécurité de certains équipements;
- > la nécessaire adéquation de la formation aux équipements industriels utilisés par l'industrie;
- > les avancées technologiques récentes, notamment dans le domaine industriel 4.0;
- > les nouveaux besoins auxquels l'EMF est confrontée avec la numérisation croissante des activités.

Les équipements les plus coûteux en usage dans les ateliers de l'EMF ont été acquis à l'occasion du premier décret en 2003, lors de la création de la filière Polymécanique dans des locaux provisoirement loués dans la zone industrielle du Vivier à Villaz-St-Pierre.

Un crédit initial de 4 000 000 francs avait alors permis d'équiper, outre des salles de classes pour l'enseignement, des ate-

liers avec des équipements, notamment des machines-outils industrielles, ceci pour former les apprenti-e-s à la pratique de leur future profession. Ce crédit représentait alors plus de huit fois le budget ordinaire dont l'EMF dispose annuellement pour les achats de machines et appareils. Les équipements des ateliers nécessitent un entretien important ainsi que des renouvellements et remplacements ponctuels. Une fois les équipements acquis, les frais d'exploitation et d'entretien doivent être couverts par le budget ordinaire de l'EMF.

Après 15 années d'usage de ces équipements, des fournisseurs annoncent à présent l'obsolescence de certains composants essentiels. C'est notamment le cas de certaines commandes numériques (CN) dont sont équipées les machines-outils et qui ne pourront plus être réparées. Ainsi, en cas de panne et/ou de casse, les machines en question se verront réduites à un arrêt complet de fonctionnement et une perte totale de leur valeur résiduelle.

De plus, une *formation en génie mécanique et option productive de niveau ES (Ecole Supérieure)* en emploi est envisagée dès 2020. En cas d'acceptation de création de cette formation «en emploi», elle pourra bénéficier à moindre coût des mêmes équipements techniques nécessaires à la formation professionnelle initiale.

Ainsi, que la formation ES soit ou non approuvée, les infrastructures doivent être adaptées pour répondre à la demande.

Sans compter que, les années passant, certains équipements des autres filières de formation nécessitent également d'être remplacés afin de maintenir ces outils de formation pratique à un niveau technologique satisfaisant et permettre ainsi à l'école de remplir ses missions vis-à-vis de l'industrie et des formations HES subséquentes.

Section EMF-Informatique

Dans le domaine informatique, de nouveaux besoins apparaissent consécutivement à une augmentation de l'offre de formation mais aussi dus à la modernisation des instruments pédagogiques.

Pour ce qui est de l'offre de formation, l'ouverture d'une troisième classe pour la *formation d'informaticien-ne-s CFC* viendra renforcer cette offre dès la rentrée 2019.

En matière de numérisation, les ordonnances fédérales de formation préconisent que les plans de formation doivent être révisés par les organisations du monde du travail (ORTRA) tous les cinq ans. Les éditions de supports de cours exploitent de plus en plus les supports de cours numériques, de sorte que la dynamique de la numérisation de l'enseignement touche également les cours pour la Maturité Professionnelle. La *numérisation des supports d'enseignement* exige que l'on puisse déployer le concept BYOD – Bring Your Own Device – pour que les personnes en formation puissent exploiter leur

propre équipement informatique personnel au sein de l'Ecole. Ce concept est en cours d'analyse par le SITel, pour permettre aux personnes en formation d'accéder aux ressources informatiques de l'Ecole, ceci notamment avec de plus importantes performances des antennes de WI-FI dans les salles de classes et en pouvant faire usage d'alimentations électriques pour les équipements personnels. Le bâtiment a été pré-aménagé dans ce sens, en prévoyant des canaux de sols pour ces câblages. Il convient de compléter ce pré-aménagement afin de le rendre utilisable au quotidien.

3. Evaluation des besoins

Le tableau ci-dessous présente les besoins de rééquipement des ateliers sur la base d'un comparatif des prix actuellement proposés sur le marché – une version détaillée est annexée au présent message (cf. ci-après). Il en ressort un besoin d'investissement de **5 082 500 francs au total**.

Tableau des besoins	2019	2020-2022
Automatique	80 000	210 000
Électronique	20 000	230 000
Polymécanique: > 9 fraiseuses CNC 3 axes avec outillages <i>Ces équipements feront l'objet de marchés publics distincts, par lots.</i>	1 224 500	
Polymécanique: > 2 fraiseuses CNC 5 axes avec outillages > 7 tours CNC avec tourelle entraînée et outillages <i>Ces équipements feront l'objet de marchés publics distincts, par lots.</i>		2 718 500
Informatique	23 500	326 000
Maturité (BYOD)		200 000
Divers		50 000
	1 348 000	3 734 500
		5 082 500

Au vu de ces besoins, le budget ordinaire de fonctionnement de l'école ne permet pas le remplacement de ces équipements, dont certains représentant à eux seuls un multiple du budget global alloué annuellement à l'EMF pour les achats de machines et appareils. Il paraît évident qu'en ce qui concerne notamment le renouvellement du parc-machines, que des crédits d'investissement spécifiques seront périodiquement à envisager à l'avenir.

Ainsi le Conseil d'Etat propose de couvrir les frais d'acquisition pour le renouvellement des équipements techniques par le crédit d'engagement qui est l'objet du présent décret, tandis que l'entretien des outils existants continue à être financé via le budget ordinaire. Par conséquent, les *crédits ordinaires* normalement alloués dans le cadre du budget pour l'achat de matériels et appareils sont réduits momentanément sur la

période 2019–2022, puisque les achats d'appareils seront couverts par le crédit d'engagement durant cette période.

La position touchée par la *réduction* est:

- > 3542.6/3110.301 – Achats de matériels et appareils: cette position, ordinairement budgétisée à environ 430 000 francs, sera réduite de moitié, ce qui est déjà effectif pour le budget 2019 avec un montant de 233 000 francs. L'EMF peut ainsi assurer le renouvellement ordinaire de certains outils et matériels ainsi que réaliser des projets internes présentant une forte valeur ajoutée pour les apprenti-e-s et pour l'Ecole;

Dès 2023, soit dès la fin de la période durant laquelle seront réalisés les investissements prévus, il conviendra de reconsidérer les besoins budgétaires courants afin de garantir l'entretien du (nouveau) parc-machines et le renouvellement ordinaire des équipements moins onéreux.

La position touchée par le *crédit d'engagement* objet du présent décret est:

- > 3542.6/5060.300 – Achats d'appareils: cette position doit permettre de remplacer une grande part des équipements techniques de l'EMF, principalement dans le domaine mécanique des machines-outils, d'équiper les ateliers en vue d'absorber les effectifs supplémentaires et de permettre une formation orientée sur les nouvelles technologies.

Le crédit d'engagement d'un montant global de **5 082 500 francs** sera porté au budget sous cette position avec une répartition sur quatre ans (2019-2022).

4. Commentaire du décret

S'agissant du référendum financier, le crédit d'engagement retenu n'atteint pas la limite prévue par l'article 45 de la Constitution du 16 mai 2004 du canton de Fribourg (RSF 10.1). Il ne doit par conséquent pas être soumis au référendum financier obligatoire. Il en va de même pour la limite prévue par l'article 46; il n'est donc pas soumis au référendum financier facultatif.

Enfin, compte tenu du montant de la dépense, soit 5 082 500 francs, le projet de décret devra, conformément à l'article 141 alinéa 2 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (LGC; RSF 121.1), être adopté à la majorité qualifiée des membres du Grand Conseil.

Le financement sera assuré par des crédits qui seront inscrits sous la rubrique:

- > 3542.6/5060.300 «Achats d'appareils» aux budgets 2019 à 2022.

En conclusion, nous vous invitons à adopter le présent projet de décret.

Annexe

—
Tableau des besoins détaillés

Tableau des besoins détaillés

Besoins par section ou filière/Investissements	2019	2020	2021	2022
Automatique				
Atelier C45: maquettes d'automation(informatique, électrotechnique, pneumatique), automates programmes compatibles Windows 10	40 000	90 000		
Atelier C44+C43: plieuse et étaux réglables/ergonomie			40 000	
Salle C36: équipements didactiques				20 000
Automates pour TIA	30 000		20 000	
Ecrans pour TIA V15	10 000		10 000	
Machines local de préparation: fraisage-perçage			30 000	
Electronique				
Ateliers C41, C42 et Daillettes 6 – nouveaux équipements de formation adaptés aux technologies récentes: > Stations de débrasage > circuits PCB nouveaux et en technologie FLEX > établis spéciaux compl./prototypage de maquettes > matériel de mesures et de rangements	20 000	120 000	40 000	30 000
Aménagement Bureau Professeurs C38 (Cloison C38.2 et armoires de rangements)			20 000	
Salle C34: équipements didactiques				20 000
Informatique				
Equipements supplémentaires/3 ^e classe	12 000	24 000	30 000	36 000
Bureaux pour nouveaux profs (2/an)/3 ^e classe	5 000	5 000	5 000	
Réaménagement salle A35/3 ^e classe		10 500		
Réaménagement atelier A41 – PhasePRO/3 ^e classe				102 000
Réaménagement atelier A44, yc A44.1		60 500		
Raccordement EmfNet B32/A39 pour modules système		17 000		
Remplacement de mobilier	6 500		36 000	
Maturité professionnelle				
Electrification des salles MP2 (BYOD)		200 000		
Divers et imprévus				50 000
Polymécanique				
9 Fraiseuses CNC Remplacement CX5 et VX4 ET VX6 Infrastructure Informatique + Divers	1 224 500			
Outillage divers machines (porte-outils, serrages)		198 500		
7 Tours CNC/Remplacement Okuma, CTX, Harrisson Infrastructure Informatique + Divers		1 130 000		
Outillage divers machines (porte-outils, serrages)			50 000	
4 Tours CNC/Remplacement Okuma + 3 suppl. Outillage divers machines (porte-outils, serrages)			630 000	10 000
2 Fraiseuses CNC/Remplacement DMU Outillage				650 000
Logiciel PLM pour gestion des projets		50 000		
Engagements totaux par année	1 348 000	1 905 500	911 000	918 000
Engagements totaux pour le décret		5 082 500		



Botschaft 2018-DEE-48

18. Dezember 2018

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für die Erneuerung der technischen Geräte und Anlagen der Berufsfachschule Freiburg (EMF)

Wir unterbreiten Ihnen einen Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für die Berufsfachschule Freiburg (EMF).

Das Dekret hat zum Ziel, die Erneuerung und Ergänzung der technischen Geräte und Anlagen zu finanzieren, die für die technischen Bildungsgänge an der EMF benötigt werden.

1. Einleitung

Die EMF, die dem Amt für Berufsbildung (BBA) angegliedert ist, das seinerseits der Volkswirtschaftsdirektion (VWD) unterstellt ist, bietet hauptsächlich technische Bildungsgänge an, die eine berufliche Grundbildung mit integrierter Berufsmaturität (BM1) zur Erlangung eines EFZ beinhalten. Die Berufsfachschule ist in zwei Berufsbildungssektionen aufgeteilt: «EMF-Industrie» und «EMF-Informatik». Sie kann zurzeit pro Jahrgang die folgende Anzahl Lernende aufnehmen:

- > Sektion EMF-Industrie:
 - Automatikler/in EFZ: 18–20 neue Verträge pro Jahr
 - Elektroniker/in EFZ: 18–20 neue Verträge pro Jahr
 - Polymechniker/in EFZ: 12–14 neue Verträge pro Jahr
- > Sektion EMF-Informatik:
 - Informatiker/in EFZ: 54–60 neue Verträge pro Jahr ab 2019

Seit ihrer Gründung im Jahr 1896 hat die EMF im Laufe ihrer Entwicklung regelmässig neue Geräte und Anlagen erworben, um mit der technologischen Entwicklung Schritt zu halten. Dies geschah jeweils über das ordentliche Budgetverfahren. Diese Vorgehensweise, die bisher den Bedürfnissen entsprach und eine schrittweise Erneuerung der Schulungsgeräte ermöglichte, stösst jedoch heute in einzelnen Fällen an ihre Grenzen.

Es ist zu erwähnen, dass die EMF ihre Schulungsgeräte nicht erneuert hat, als sie im Jahr 2011 das neue Gebäude «Eisenherz» auf dem Pérolles-Campus in Freiburg bezog. Der Verpflichtungskredit für den Bau beinhaltete einen nur sehr geringen Anteil für die technische Ausrüstung der Schule. Dieser wurde namentlich für die Basisinfrastrukturen (Informatiknetz und Stromversorgung) und die Grundausrüstung des Lagers für Rohmaterial und Verbrauchsgüter verwendet. Es galt damals, den Sicherheitsanforderungen (mobile Regale

für das Rohmaterial) und den architektonischen Bedingungen des Gebäudes (automatische, von zwei Stockwerken aus zugängliche Lagerung der Verbrauchsgüter) zu entsprechen. Die Geräte und Anlagen für die Ausbildung wurden damals einfach gezügelt.

Heute müssen die spezifischen technischen Geräte und Anlagen für die beiden Berufsbildungssektionen erneuert werden. Während sich die Gründe für diese Erneuerung zwischen den beiden Sektionen unterscheiden, ist deren Notwendigkeit und Dringlichkeit bei beiden gleich gross.

2. Begründung der Investitionen

Sektion EMF-Industrie

Es gibt verschiedene Gründe für den vorliegenden Antrag um einen Verpflichtungskredit für die Neuausstattung der Werkstätten der EMF. Die wichtigsten Gründe sind:

- > das Veralten der bestehenden Anlagen;
- > die angekündigte Obsoleszenz bestimmter Anlagen durch die Hersteller;
- > die Sicherheitslücken einzelner Anlagen;
- > die Notwendigkeit, Schulungsgeräte und -anlagen zu verwenden, die in der Industrie verbreitet sind;
- > die jüngsten technologischen Fortschritte insbesondere im Bereich der Industrie 4.0;
- > die neuen Bedürfnisse, mit denen die EMF infolge der zunehmenden Digitalisierung der Aktivitäten konfrontiert ist.

Die teuersten Anlagen, die an der EMF verwendet werden, wurden im Rahmen des ersten Dekrets aus dem Jahr 2003 erworben, als der Bildungsgang in Polymechnik geschaffen wurde, für den in der Industriezone «Le Vivier» in Villaz-St-Pierre provisorische Räumlichkeiten gemietet wurden.

Ein erster Kredit von 4 000 000 Franken ermöglichte es damals, neben den Klassenzimmern für den Unterricht auch die Werkstätten mit industriellen Werkzeugmaschinen für die berufspraktische Ausbildung der Lernenden auszustatten. Dieser Kredit entsprach damals mehr als dem achtfachen Jahresbudget der EMF für den Kauf von Maschinen und Geräten. Die Geräte und Anlagen der Werkstätten verlangen

viel Wartung. Vereinzelt müssen sie zudem erneuert werden oder sie benötigen Ersatzteile. Die Betriebs- und Wartungskosten der erworbenen Geräte und Anlagen müssen über das ordentliche Budget der EMF gedeckt werden.

Nach fünfzehnjährigem Gebrauch dieser Geräte und Anlagen melden einige Hersteller die Obsoleszenz bestimmter wichtiger Bestandteile. Dies ist namentlich der Fall für die Computersteuerung einzelner Werkzeugmaschinen, die folglich nicht mehr repariert werden können. Im Falle einer Panne oder eines Defekts werden die Maschinen unbrauchbar und verlieren ihren gesamten Restwert.

Ausserdem ist geplant, ab 2020 eine berufsbegleitende *Ausbildung in Maschinentechnik mit Schwerpunkt Produktionstechnik auf HF-Stufe (höhere Fachschule)* einzuführen. Falls die Einführung dieser «berufsbegleitenden» Ausbildung genehmigt wird, kann sie unter geringem zusätzlichem Kostenaufwand von der technischen Ausrüstung für die berufliche Grundbildung profitieren.

Eine Anpassung der Infrastrukturen ist jedenfalls nötig, damit sie dem Bedarf entsprechen, und dies unabhängig davon, ob die neue HF-Ausbildung genehmigt wird oder nicht.

Darüber hinaus sind einzelne Anlagen der anderen Bildungsgänge inzwischen ebenfalls in die Jahre gekommen und sollten ausgewechselt werden, damit die Bildungsgänge auch in Zukunft auf einem ausreichenden technologischen Niveau sind und es der Berufsfachschule ermöglichen, ihre Aufgabe gegenüber der Industrie und den anschliessenden FH-Bildungsgängen zu erfüllen.

Sektion EMF-Informatik

Neue Bedürfnisse machen sich im Informatikbereich bemerkbar, seit das Bildungsangebot erweitert und die pädagogischen Mittel modernisiert wurden.

Zudem wird ab dem Schulbeginn 2019 der *EFZ-Bildungsgang in Informatik* durch die Eröffnung einer dritten Klasse verstärkt.

Hinsichtlich der Digitalisierung empfehlen die Bildungsverordnungen des Bundes, dass die Bildungspläne von den Organisationen der Arbeitswelt (ORTRA) alle fünf Jahre überarbeitet werden. Die Kursunterlagen werden immer öfter in elektronischer Form aufbereitet, so dass sich die Digitalisierung auch in den Berufsmaturitätsunterricht ausweitet. Die *Digitalisierung des Unterrichtsmaterials* setzt voraus, dass das Konzept BYOD – Bring Your Own Device – umgesetzt wird. Dies bedeutet, dass die Lernenden ihre eigene Informatikausrüstung an der Schule nutzen können. Das entsprechende Konzept wird zurzeit vom ITA geprüft. Ziel ist es, den Lernenden Zugang zu den Informatikressourcen der Berufsfachschule zu gewähren, indem insbesondere stärkere

WLAN-Antennen in den Klassenzimmern angebracht und Stromanschlüsse für die persönlichen Geräte zur Verfügung gestellt werden. Das Gebäude wurde für diese Eventualität bereits mit Kabelkanälen im Boden ausgerüstet. Diese Ausrüstung muss vervollständigt werden, damit sie auch genutzt werden kann.

3. Beurteilung des Mittelbedarfs

Die unten stehende Tabelle bietet einen Überblick über den Erneuerungsbedarf der Werkstätten. Die angegebenen Beträge stützen sich auf einen Vergleich der aktuellen Marktpreise. Eine genauere Tabelle befindet sich im Anhang zu dieser Botschaft. Daraus geht hervor, dass ein Investitionsbedarf von **insgesamt 5 082 500 Franken** besteht.

Übersicht über den Erneuerungsbedarf	2019	2020–2022
Automatik	80 000	210 000
Elektronik	20 000	230 000
Polymechanik: > 9 CNC-Fräsen (3 Achsen mit Werkzeugen)	1 224 500	
<i>Der Kauf dieser Anlagen wird in separaten Losen öffentlich ausgeschrieben.</i>		
Polymechanik: > 2 CNC-Fräsen (5 Achsen mit Werkzeugen) > 7 CNC-Drehmaschinen mit Werkzeugwender und Werkzeugen		2 718 500
<i>Der Kauf dieser Anlagen wird in separaten Losen öffentlich ausgeschrieben.</i>		
Informatik	23 500	326 000
Maturität (BYOD)		200 000
Verschiedenes		50 000
	1 348 000	3 734 500
		5 082 500

Angesichts dieses Mittelbedarfs kann der Ersatz der technischen Geräte und Anlagen nicht über das ordentliche Betriebsbudget der Berufsfachschule finanziert werden, denn einzelne davon kosten bereits ein Vielfaches des Gesamtbudgets der EMF für den Kauf von Maschinen und Geräten. Deshalb ist es offensichtlich, dass insbesondere für die Erneuerung des Maschinenparks künftig von Zeit zu Zeit ein spezifischer Investitionskredit geplant werden muss.

Folglich schlägt der Staatsrat vor, die Kosten für die Erneuerung der technischen Geräte und Anlagen über den Verpflichtungskredit zu finanzieren, der Gegenstand des vorliegenden Dekrets ist, während der Unterhalt der bestehenden Geräte weiterhin über das ordentliche Budget finanziert wird. Folglich werden die *ordentlichen Kredite*, die üblicherweise im Budget für den Kauf von Material und Anlagen vorgesehen werden, für den Zeitraum 2019 bis 2022 reduziert, da die Gerätekäufe für diesen Zeitraum über den Verpflichtungskredit finanziert werden.

Die von der *Reduktion* betroffene Position:

- > 3542.6/3110.301 – Anschaffung von Materialien und Apparaten: Diese Position, unter der üblicherweise 430 000 Franken vorgesehen sind, wird um die Hälfte gekürzt. Bereits im Voranschlag 2019 weist diese Position nur noch einen Betrag von 233 000 Franken auf. Die EMF kann auf diese Weise die ordentliche Erneuerung bestimmter Geräte und Materialien gewährleisten und interne Projekte realisieren, die den Lernenden und der Berufsfachschule einen grossen Mehrwert bieten.

Es ist jedoch wichtig, dass ab 2023, das heisst ab Ende des Zeitraums, während dem die Investitionen getätigt werden, die im ordentlichen Voranschlag budgetierten Mittel überprüft werden, damit der Unterhalt des (neuen) Maschinenparks und die ordentliche Erneuerung der weniger teuren Geräte und Anlagen gewährleistet werden kann.

Die vom *Verpflichtungskredit* des vorliegenden Dekrets betroffene Position:

- > 3542.6/5060.300 – Kauf von Geräten: Diese Position muss den Ersatz eines Grossteils der technischen Geräte und Anlagen der EMF ermöglichen, bei denen es sich hauptsächlich um Werkzeugmaschinen im mechanischen Bereich handelt. Sie muss ferner die Ausrüstung der Werkstätten ermöglichen, damit sie die zunehmenden Lernendenbestände aufnehmen und eine auf die neuen Technologien ausgerichtete Ausbildung bieten können.

Der Verpflichtungskredit von insgesamt **5 082 500 Franken** wird auf vier Jahre (2019–2022) aufgeteilt und die jährlich vorgesehenen Beträge werden unter dieser Position aufgeführt.

4. Erläuterungen zum Dekret

Der beantragte Verpflichtungskredit erreicht nicht die in Artikel 45 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (SGF 10.1) vorgesehene Grenze für das Finanzreferendum. Folglich ist er nicht dem obligatorischen Finanzreferendum unterstellt. Dasselbe gilt für die in Artikel 46 vorgesehene Grenze; Es untersteht folglich auch nicht dem fakultativen Finanzreferendum.

Aufgrund der Höhe des Betrags (5 082 500 Franken) muss der Dekretsentwurf gemäss Artikel 141 Abs. 2 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 (GRG; SGF 121.1) von der Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rats angenommen werden.

Die Finanzierung wird durch Kredite sichergestellt, die unter der Position

- > 3542.6/5060.300 «Kauf von Geräten» in den Voranschlägen für die Jahre 2019 bis 2022 aufgeführt werden.

Wir beantragen Ihnen, den Dekretsentwurf anzunehmen.

Anhang

—
Detaillierter Mittelbedarf

Detallierter Mittelbedarf

Bedarf nach Sektion oder Abteilung/Investitionen	2019	2020	2021	2022
Automatik				
Werkstatt C45: Automatisierungstechnik-Anlagen (Informatik, Elektrotechnik, Pneumatik), Automaten, die mit Windows 10 kompatibel sind.	40 000	90 000		
Werkstatt C44+C43: Biegemaschine und einstellbare Schraubstöcke/ Ergonomie			40 000	
Raum C36: didaktische Ausstattungen				20 000
Automaten für TIA	30 000		20 000	
Bildschirme für TIA V15	10 000		10 000	
Maschinen/Vorbereitungsraum: fräsen-bohren			30 000	
Elektronik				
Werkstätte C41, C42 und Daillettes 6 – An die heutigen Technologien angepasste neue Bildungsausrüstungen: > Entlötsystem > Neue Leiterplatten (PCB) mit FLEX-Technologie > Sonderwerkbanken/Modell-Prototypenherstellung > Messinstrumente und Aufbewahrungssysteme	20 000	120 000	40 000	30 000
Einrichtung Lehrerraum C38 (Trennwand C38.2 und Lagerschränke)			20 000	
Raum C34: didaktische Ausstattungen				20 000
Informatik				
Zusätzliche Ausrüstungen/3. Klasse	12 000	24 000	30 000	36 000
Büros für neue Lehrpersonen (2/Jahr)/3. Klasse	5 000	5 000	5 000	
Umrüstung Raum A35/3. Klasse		10 500		
Umrüstung Werkstatt A41 – Praktikumsphase/3. Klasse				102 000
Umrüstung Werkstatt A44, inklusive A44.1		60 500		
Anschluss EmfNet B32/A39 für Systemmodule		17 000		
Ersatz des Mobiliars	6 500		36 000	
Berufsmaturität				
Verkabelung der BM2-Räume (BYOD)		200 000		
Verschiedenes und Unvorhergesehenes				50 000
Polymechnik				
9 CNC-Fräsmaschinen Ersatz CX5, VX4 und VX6 Informatik Infrastruktur + Verschiedenes	1 224 500			
Angepasste Werkzeugausstattungen (Werkzeughalter, Spannsysteme)		198 500		
7 CNC-Drehmaschinen/Ersatz Okuma, CTX, Harrison Informatik Infrastruktur + Verschiedenes		1 130 000		
Angepasste Werkzeugausstattungen (Werkzeughalter, Spannsysteme)			50 000	
4 CNC-Drehmaschinen/Ersatz Okuma + 3 zusätzliche Angepasste Werkzeugausstattungen (Werkzeughalter, Spannsysteme)			630 000	10 000
2 CNC-Fräsmaschinen/Ersatz DMU Angepassten Werkzeugausstattungen				650 000
PLM-Software für Projektmanagement		50 000		
Gesamte Investitionen pro Jahr	1 348 000	1 905 500	911 000	918 000
Gesamte Investitionen für das Dekret		5 082 500		

Décret

du

relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement en vue du renouvellement des équipements techniques de l'Ecole des métiers de Fribourg

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 45 et 46 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;

Vu l'article 64 de la loi du 13 décembre 2007 sur la formation professionnelle;

Vu le message 2018-DEE-48 du Conseil d'Etat du 18 décembre 2018;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

Le renouvellement d'une partie des équipements techniques de l'Ecole des métiers de Fribourg est approuvé.

Art. 2

¹ Un crédit d'engagement de 5 082 500 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement des dépenses prévues à l'article 1.

² Ce crédit concerne:

- a) 3 943 000 francs pour le remplacement des machines-outils de la filière de formation *polymécaniciennes CFC*, équipements acquis en 2003 par un décret initial à la création de cette filière;

Dekret

vom

über einen Verpflichtungskredit für die Erneuerung der technischen Geräte und Anlagen der Berufsfachschule Freiburg

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Artikel 45 und 46 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;

gestützt auf Artikel 64 des Gesetzes vom 13. Dezember 2007 über die Berufsbildung;

nach Einsicht in die Botschaft 2018-DEE-48 des Staatsrats vom 18. Dezember 2018;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Die Erneuerung eines Teils der technischen Geräte und Anlagen der Berufsfachschule Freiburg wird genehmigt.

Art. 2

¹ Zur Finanzierung des Vorhabens nach Artikel 1 wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 5 082 500 Franken eröffnet.

² Dieser Verpflichtungskredit setzt sich zusammen aus:

- a) 3 943 000 Franken für den Ersatz von Werkzeugmaschinen für den Bildungsgang *Polymechaniker/in EFZ*, die 2003 gestützt auf ein Dekret bei der Einführung dieses Bildungsgangs erworben wurden;

b) 1 139 500 francs pour l'acquisition de nouveaux équipements de formation pour les autres filières de formation (*automaticiennes CFC, électroniciennes CFC et informaticiennes CFC*).

Art. 3

Les crédits de paiement nécessaires seront portés aux budgets d'investissement des années 2019 à 2022, sous le centre de charges 3542.6/5060.300 «Achats d'appareils», et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

Art. 4

Les dépenses relatives aux investissements prévus seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat.

Art. 5

¹ Le présent décret n'est pas soumis au referendum.

² Il entre en vigueur immédiatement.

b) 1 139 500 Franken für den Erwerb neuer Schulungsgeräte für die anderen Bildungsgänge (*Automatiker/in EFZ, Elektroniker/in EFZ und Informatiker/in EFZ*).

Art. 3

Die erforderlichen Zahlungskredite werden in die Investitionsbudgets der Jahre 2019 bis 2022 unter der Position 3542.6/5060.300 «Kauf von Geräten» aufgenommen und gemäss der Gesetzgebung über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

Art. 4

Die Ausgaben für diese Investitionen werden in der Staatsbilanz aktiviert und nach Artikel 27 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt abgeschrieben.

Art. 5

¹ Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.

² Es tritt sofort in Kraft.

Annexe

GRAND CONSEIL

2018-DEE-48

Projet de décret :
Octroi d'un crédit d'engagement en vue du renouvellement des équipements techniques de l'École des métiers de Fribourg

Propositions de la commission ordinaire CO-2019-001

Présidence : Nicolas Bürgisser

Membres : David Bonny, Daniel Bürdel, Sébastien Frossard, Pierre-André Grandgirard, Yvan Hunziker, Guy-Noël Jelk, Bernadette Mäder-Brühlhart, Nicolas Repond, André Schoenenweid, Michel Zadory

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

A l'unanimité de ses membres, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Le 26 février 2019

Anhang

GROSSER RAT

2018-DEE-48

Dekretsentwurf:
Verpflichtungskredit für die Erneuerung der technischen Geräte und Anlagen der Berufsfachschule Freiburg

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2019-001

Präsidium : Nicolas Bürgisser

Mitglieder : David Bonny, Daniel Bürdel, Sébastien Frossard, Pierre-André Grandgirard, Yvan Hunziker, Guy-Noël Jelk, Bernadette Mäder-Brühlhart, Nicolas Repond, André Schoenenweid, Michel Zadory

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Den 26. Februar 2019

Annexe

GRAND CONSEIL

2018-DEE-48

Projet de décret :
Crédit d'engagement en vue du renouvellement des équipements techniques de l'Ecole des métiers de Fribourg

Propositions de la Commission des finances et de gestion

Présidence : Claude Brodard

Membres : Mirjam Ballmer, Bruno Boschung, Dominique Butty, Claude Chassot, Laurent Dietrich, Nadine Gobet, Paul Herren-Schick, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Elias Moussa, Stéphane Peiry et Benoît Piller

Entrée en matière

Par décision tacite, la Commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de décret.

Vote final

Par 11 voix contre 0 et 0 abstention (2 membres excusés), la Commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret selon la version initiale du Conseil d'Etat.

Le 13 mars 2019

Anhang

GROSSER RAT

2018-DEE-48

Dekretsentwurf:
Verpflichtungskredit für die Erneuerung der technischen Geräte und Anlagen der Berufsfachschule Freiburg

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission

Präsidium : Claude Brodard

Mitglieder : Mirjam Ballmer, Bruno Boschung, Dominique Butty, Claude Chassot, Laurent Dietrich, Nadine Gobet, Paul Herren-Schick, Gabriel Kolly, Ursula Krattinger-Jutzet, Elias Moussa, Stéphane Peiry und Benoît Piller

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Dekretsentwurf einzutreten.

Schlussabstimmung

Mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen (2 Mitglieder sind entschuldigt) beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der ursprünglichen Fassung des Staatsrats anzunehmen.

Den 13. März 2019



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion de Weck Antoinette / Gamba Marc-Antoine

2018-GC-97

Demande d'intervention du Conseil d'Etat auprès de la Confédération pour soutenir le travail de collaboration de groupes de professionnels en faveur de patients, apportant qualité et économie, comme par exemple le modèle fribourgeois d'assistance pharmaceutique dans les EMS appliqué ces dernières années

I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 20 juin 2018, les député-e-s Antoinette de Weck et Marc-Antoine Gamba, soutenus par 58 cosignataires, demandent que le Conseil d'Etat intervienne auprès de la Confédération pour exiger de modifier la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) en y intégrant les instruments nécessaires à la prise en charge des prestations globales d'un groupe de professionnels de santé en faveur d'un groupe de patients, démontrant une réelle plus-value, tant en termes économiques que sous l'angle de l'amélioration de la qualité des soins.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Le système forfaitaire de financement des coûts de médicaments nécessaires aux résidents des EMS dans le canton de Fribourg a fait ses preuves pendant 15 ans. Il a permis d'atteindre des objectifs de simplification administrative et de responsabilisation financière des acteurs. Il s'est montré sûr, approprié et économique ; pour mémoire, les économies réalisées se montaient à trois millions de francs par année. Les mesures de régulation en place ont permis d'éviter toute sélection des risques, dans le respect des principes de transparence, de solidarité entre EMS et d'incitation positive à la performance.

Parallèlement au dépôt de cette motion, le système forfaitaire fribourgeois a été l'objet d'une interpellation (18.3542) déposée par le Conseiller aux Etats Beat Vonlanthen le 14 juin 2018. La Direction de la santé et des affaires sociales a soutenu cette démarche en fournissant un argumentaire abondant en faveur du maintien du système. Dans sa prise de position du 18 septembre 2018, le Conseil fédéral a maintenu la nécessité de prendre en compte, dès 2020, les coûts pharmaceutiques dans la compensation des risques en tant que nouvel indicateur de la morbidité et il a refusé de prolonger le délai pour l'introduction de ce nouveau critère. Il a toutefois estimé que la compensation des risques n'exclut pas une rémunération forfaitaire de médicaments, pour autant que les partenaires tarifaires (EMS et assureurs) trouvent une solution respectant le cadre légal.

Or, une telle solution – consistant à adapter le système informatique afin de faire cohabiter les exigences de la nouvelle réglementation et le système forfaitaire – a été élaborée et présentée aux partenaires en mai 2018 déjà. Cette solution a toutefois été balayée par les assureurs sans motifs valables, signifiant ainsi la mort du système fribourgeois d'assistance pharmaceutique.

Le Conseil d'Etat relève que dans une période où toutes les possibilités d'économies sont recherchées pour enrayer l'augmentation des coûts de la santé, l'abandon du système de facturation des médicaments par forfait est un non-sens difficilement explicable aux assurés qui paient des primes d'assurance dont le montant est chaque année plus élevé.

Le Conseil d'Etat n'entend toutefois pas en rester là. Il relève que le Conseil fédéral a adopté, le 28 mars 2018, un programme de mesures afin de freiner la hausse des coûts dans le système de santé et par conséquent celle des primes de l'assurance obligatoire des soins. Un premier paquet de mesures a été envoyé en consultation en septembre 2018. Ce volet comporte aussi un nouvel article de la LAMal relatif aux projets pilotes, qui doit permettre de réaliser, en dérogation de la législation sur l'assurance-maladie, des projets novateurs et susceptibles de réduire les coûts (« article expérimental »¹). Dans sa [réponse à la consultation](#), s'appuyant sur la [prise de position de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de la santé \(CDS\)](#), le Conseil d'Etat a salué ce nouvel instrument tout en proposant par ailleurs de donner également aux cantons la compétence d'autoriser de tels projets.

Le Conseil d'Etat partage les préoccupations des auteurs de la motion qui vise à faire évoluer la LAMal pour « ouvrir des portes à l'expérimentation de modèles innovants ». Cependant, il constate qu'elle va dans le droit sens du nouvel article expérimental proposé par le Conseil fédéral et est dès lors devenue sans objet. Par conséquent, le Conseil d'Etat propose de la rejeter.

12 février 2019

¹ Le nouvel article expérimental mis en consultation a la teneur suivante :

Art. 59b

¹ Dans le but d'expérimenter de nouveaux modèles de maîtrise des coûts, le DFI peut autoriser des projets pilotes dans les domaines suivants:

- a. fourniture de prestations sur mandat de l'assurance obligatoire des soins au lieu du remboursement des prestations ;
- b. prise en charge de traitements à l'étranger en dehors de la coopération transfrontalière au sens de l'art. 34, al. 2 ;
- c. limitation du choix du fournisseur de prestations ;
- d. financement uniforme des prestations hospitalières et ambulatoires ;
- e. promotion de la coordination et de l'intégration des soins ;
- f. autres instruments de pilotage des coûts.

² Les projets pilotes sont limités dans leur objet, leur durée et leur application territoriale.

³ Le DFI fixe par voie d'ordonnance les dérogations à la loi et les droits et obligations des participants aux projets pilotes.

⁴ Les cantons, les assureurs, les fournisseurs de prestations, leurs fédérations respectives et les assurés peuvent être tenus de participer à un projet pilote si une participation volontaire ne permet pas d'évaluer de manière adéquate les effets d'une généralisation ultérieure du projet pilote.

⁵ Le Conseil fédéral règle la procédure, les conditions d'admission, l'évaluation et le suivi des projets pilotes.

⁶ Au terme du projet pilote, le Conseil fédéral peut prévoir que les dispositions visées à l'al. 3 restent applicables si l'évaluation a montré que le modèle permet de maîtriser efficacement les coûts. Les dispositions deviennent caduques un an après leur prorogation si le Conseil fédéral n'a pas soumis à l'Assemblée fédérale un projet établissant la base légale de leur contenu. Elles deviennent aussi caduques si l'Assemblée fédérale rejette le projet présenté par le Conseil fédéral ou si leur base légale entre en vigueur.



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion De Weck Antoinette / Gamba Marc-Antoine

2018-GC-97

Der Staatsrat soll sich beim Bund für Zusammenarbeitsprojekte von Fachpersonengruppen einsetzen, die sowohl den Patientinnen und Patienten als auch der Qualität und der Wirtschaftlichkeit zugutekommen, wie z. B. das in den letzten Jahren angewandte Freiburger Modell der pharmazeutischen Betreuung in den Pflegeheimen

I. Zusammenfassung der Motion

Mit ihrer am 20. Juni 2018 eingereichten Motion ersuchen Grossrätin Antoinette de Weck und Grossrat Marc-Antoine Gamba sowie 58 Mitunterzeichnende den Staatsrat, vom Bund zu verlangen, im Bundesgesetz über die Krankenversicherung (KVG) die erforderlichen Instrumente für die Vergütung umfassender Leistungen von Gesundheitsfachpersonengruppen zugunsten von Patientengruppen vorzusehen, die sowohl in Bezug auf die Wirtschaftlichkeit als auch auf die Verbesserung der Pflegequalität einen tatsächlichen Mehrwert darstellen.

II. Antwort des Staatsrats

Das System der pauschalen Abrechnung der Medikamente für Bewohnerinnen und Bewohner der Pflegeheime des Kantons Freiburg hat sich 15 Jahre lang bewährt. Mit ihm wurden die administrativen Vorgänge vereinfacht und die Akteurinnen und Akteure auch in finanzieller Hinsicht in die Pflicht genommen. Das System hat sich nicht nur als sicher, sondern auch als zweckmässig und wirtschaftlich erwiesen; wie erinnerlich beliefen sich die Einsparungen auf gut drei Millionen Franken pro Jahr. Mit den regulativen Massnahmen konnten ausserdem jegliche Risikoselektion verhindert und gleichzeitig die Grundsätze der Transparenz, der Solidarität unter den Pflegeheimen und der positiven Leistungsanreize gewahrt werden.

Am 14. Juni 2018, also zur gleichen Zeit, als diese Motion eingereicht wurde, war das Freiburger Modell Gegenstand einer Interpellation (18.3542) von Ständerat Beat Vonlanthen. Die Direktion für Gesundheit und Soziales hatte diesen Schritt mit einem umfangreichen Argumentarium zur Aufrechterhaltung des Systems unterstützt. In seiner Stellungnahme vom 18. September 2018 hat der Bundesrat an der Notwendigkeit festgehalten, die pharmazeutischen Kosten ab 2020 im Risikoausgleich als neuer Morbiditätsindikator zu berücksichtigen; eine Fristerstreckung hat er abgelehnt. Er hat jedoch auch angefügt, dass der Risikoausgleich eine Pauschalvergütung von Arzneimitteln nicht ausschliesst, sofern die Tarifpartner (Heime und Versicherer) im Rahmen der gesetzlichen Lage eine Lösung finden können.

Eine solche Lösung (Anpassung des EDV-Systems, sodass die Anforderungen der neuen Gesetzesregelung neben dem Pauschalsystem bestehen können) wurde bereits im Mai 2018 ausgearbeitet und den Partnerinnen und Partnern präsentiert. Sie wurde jedoch von den Versicherern ohne triftigen Grund vom Tisch gefegt, was dem Freiburger System der pharmazeutischen Betreuung den endgültigen Todesstoss versetzt hat.

Der Staatsrat hebt hervor, dass die Abschaffung des Systems der pauschalen Abrechnung der Medikamente ein Nonsens ist, der sich den Versicherten, die jedes Jahr höhere Prämien zahlen müssen, nur schwer erklären lässt, vor allem in einer Zeit, wo alles Mögliche versucht wird, um den Anstieg der Gesundheitskosten zu bremsen.

Der Staatsrat hat jedoch nicht vor, es dabei zu belassen. Er weist darauf hin, dass der Bundesrat am 28. März 2018 ein Massnahmenprogramm zur Kostendämpfung im Gesundheitswesen und damit bei den Prämien der obligatorischen Krankenpflegeversicherung verabschiedet hat. Ein erstes Massnahmenpaket wurde im September 2018 in die Vernehmlassung geschickt. Darin enthalten ist auch ein neuer KVG-Artikel über Pilotprojekte, der es erlaubt, abweichend von der Krankenversicherungsgesetzgebung innovative, kostendämpfende Projekte durchzuführen («Experimentierartikel»¹). Gestützt auf die [Stellungnahme](#) der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Gesundheitsdirektorinnen und -direktoren (GDK) hat der Staatsrat dieses neue Instrument in seiner [Vernehmlassungsantwort](#) begrüsst und überdies vorgeschlagen, auch den Kantonen die Kompetenz für die Bewilligung solcher Projekte einzuräumen.

¹ Der in Vernehmlassung geschickte Experimentierartikel lautet wie folgt:

Art. 59b

¹ Um neue Modelle zur Eindämmung der Kostenentwicklung zu erproben, kann das EDI Pilotprojekte in folgenden Bereichen bewilligen:

- a. Leistungserbringung im Auftrag der obligatorischen Krankenpflegeversicherung (Naturalleistungsprinzip) anstelle der Vergütung der Leistungen
- b. Übernahme von Behandlungen im Ausland ausserhalb der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit nach Artikel 34 Absatz 2;
- c. Einschränkung der Wahl des Leistungserbringers;
- d. einheitliche Finanzierung von ambulanten und stationären Leistungen;
- e. Förderung der koordinierten und der integrierten Gesundheitsversorgung;
- f. weitere Instrumente zur Steuerung der Kosten.

² Die Pilotprojekte sind inhaltlich, zeitlich und räumlich begrenzt.

³ Das EDI regelt die Abweichungen vom Gesetz sowie die Rechte und Pflichten der Teilnehmerinnen und Teilnehmer des Pilotprojekts in einer Verordnung.

⁴ Die Kantone, die Versicherer oder ihre Verbände und die Leistungserbringer oder ihre Verbände sowie die Versicherten können zur Teilnahme an einem Pilotprojekt verpflichtet werden, wenn sich mit einer freiwilligen Teilnahme nicht angemessen beurteilen lässt, wie sich eine spätere Verallgemeinerung des Pilotprojekts auswirkt.

⁵ Der Bundesrat regelt das Verfahren, die Zulassungsbedingungen, die Evaluation und die Weiterverfolgung der Pilotprojekte.

⁶ Nach Abschluss des Pilotprojekts kann der Bundesrat vorsehen, dass Bestimmungen nach Absatz 3 anwendbar bleiben, wenn die Evaluation gezeigt hat, dass mit dem erprobten Modell die Kostenentwicklung wirksam eingedämmt werden kann. Die Bestimmungen treten ein Jahr nach ihrer Verlängerung ausser Kraft, wenn der Bundesrat bis dahin der Bundesversammlung keinen Entwurf einer gesetzlichen Grundlage unterbreitet hat. Sie treten ausserdem ausser Kraft mit der Ablehnung des Entwurfs des Bundesrates durch die Bundesversammlung oder mit Inkrafttreten der gesetzlichen Grundlage.

Der Staatsrat teilt das Anliegen der Urheber der Motion, durch eine Änderung des KVG das Experimentieren mit innovativen Modellen zu ermöglichen. Er stellt indes fest, dass die Motion genau das gleiche Ziel wie der vom Bundesrat vorgeschlagene Experimentierartikel verfolgt und deshalb gegenstandslos geworden ist. Aus diesem Grund schlägt der Staatsrat vor, die Motion abzulehnen.

12. Februar 2019



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Postulat Gapany Johanna / Schumacher Jean-Daniel
HFR: la mission avant tout

2018-GC-139

I. Résumé du postulat

Par postulat déposé et développé le 13 septembre 2018, députés Johanna Gapany et Jean-Daniel Schumacher, ainsi que 9 cosignataires, demandent au Conseil d'Etat de présenter un rapport définissant les missions de l'hôpital fribourgeois (HFR), pour permettre au conseil d'administration d'établir la stratégie.

Ils estiment nécessaire de discuter et de définir la mission du HFR au niveau politique avant que le Grand Conseil se prononce sur des éléments décisifs pour l'avenir de l'hôpital, à savoir la gestion du personnel, la structure multi-sites, le type d'intervention médicale à y réaliser ou encore un nouveau projet de construction. Il serait dès lors souhaitable de lire, à travers ce rapport :

- > les missions d'intérêt public confiées au HFR à court, moyen et long terme;
- > les objectifs quantitatifs et qualitatifs fixés au conseil d'administration et à la direction;
- > l'inventaire des prestations non-couvertes par l'assurance-maladie de base et les propositions pour les financer;
- > la coordination proposée par le Conseil d'Etat entre les différents prestataires de soins cantonaux et extra-cantonaux (HFR, cliniques, médecins privés, hôpitaux universitaires voisins).

II. Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat a eu l'occasion de se prononcer sur la situation du HFR à plusieurs reprises, dernièrement dans sa réponse à la motion 2017-GC-39 Markus Bapst/Peter Wüthrich concernant la révision de la loi sur l'hôpital fribourgeois (motion entre-temps retirée par ses auteurs), ainsi que dans sa réponse au postulat 2017-GC-188 Jean-Daniel Schumacher/Philippe Savoy concernant l'état des finances de l'hôpital fribourgeois (HFR), postulat pris en considération par le Grand Conseil le 24 mai 2018.

Eu égard aux considérations développées dans ce cadre, force est de constater que le postulat Gapany/Schumacher s'inscrit dans une suite logique du postulat susmentionné. Dès lors, le Conseil d'Etat propose de l'accepter. Dans l'intérêt de la présentation d'une vision d'ensemble de la situation du HFR, le rapport relatif au présent postulat sera intégré dans le rapport sur le postulat 2017-GC-188 Jean-Daniel Schumacher/Philippe Savoy concernant l'état des finances du HFR.

29 janvier 2019



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Postulat Gapany Johanna / Schumacher Jean-Daniel
HFR: Der Auftrag zuerst

2018-GC-139

I. Zusammenfassung des Postulats

In ihrem am 13. September 2018 eingereichten und begründeten Postulat ersuchen Grossrätin Johanna Gapany und Grossrat Jean-Daniel Schumacher sowie neun Mitunterzeichnende den Staatsrat, einen Bericht vorzulegen, der die Aufträge des freiburger Spitals (HFR) definiert, damit der Verwaltungsrat die Strategie festlegen kann.

Sie finden es notwendig, dass der Auftrag des HFR zuerst auf politischer Ebene diskutiert und definiert wird, bevor sich der Grosse Rat zu den entscheidenden Punkten für die Zukunft des Spitals – Personalmanagement, Verteilung auf mehrere Standorte, Art der angebotenen medizinischen Eingriffe, neues Bauprojekt – äussert. Der Bericht möge deshalb Folgendes enthalten:

- > die öffentlichen Aufträge, die dem HFR kurz-, mittel- und langfristig erteilt werden;
- > die quantitativen und qualitativen Ziele, die dem Verwaltungsrat und der Direktion vorgegeben werden;
- > das Inventar der Leistungen, die nicht durch die Grundversicherung gedeckt werden, und die Vorschläge für deren Finanzierung;
- > die Vorschläge des Staatsrates zur Koordination zwischen den verschiedenen kantonalen und ausserkantonalen Pflegeleistungserbringern (HFR, Kliniken, Privatärzte, benachbarte Universitätsspitäler).

II. Antwort des Staatsrats

Der Staatsrat hatte bereits mehrfach die Gelegenheit, zur Situation des HFR Stellung zu nehmen, jüngst in seiner Antwort auf die Motion 2017-GC-39 Markus Bapst / Peter Wüthrich über die Revision des Gesetzes über das freiburger Spital (diese wurde in der Zwischenzeit von den Urhebern zurückgezogen) sowie in seiner Antwort auf das Postulat 2017-GC-188 Jean-Daniel Schumacher / Philippe Savoy über die Finanzlage des freiburger Spitals (HFR), das der Grosse Rat am 24. Mai 2018 angenommen hat.

Das Postulat Gapany / Schumacher knüpft offensichtlich an das zuvor genannte Postulat an. Aus diesem Grund schlägt der Staatsrat dem Grossen Rat dessen Annahme vor. Damit eine Gesamtsicht der Situation des HFR präsentiert werden kann, wird der Bericht zu diesem Postulat in denjenigen zum Postulat 2017-GC-188 Jean-Daniel Schumacher / Philippe Savoy über die Finanzlage des HFR eingebunden werden.

29. Januar 2019



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Mandat Schmid Ralph Alexander / Bonvin-Sansonnens Sylvie / Mutter Christa / Kolly Nicolas / Wüthrich Peter / Rey Benoît / Ballmer Mirjam / Perler Urs / Chassot Claude / Péclard Cédric

2018-GC-152

Mission stratégique et financement du HFR

I. Résumé du mandat

Par mandat déposé et développé le 11 octobre 2018, les député-e-s Ralph Alexander Schmid, Sylvie Bonvin-Sansonnens, Christa Mutter, Nicolas Kolly, Peter Wüthrich, Benoît Rey, Mirjam Ballmer, Urs Perler, Claude Chassot et Cédric Péclard demandent au Conseil d'Etat :

- 1) de définir les conditions-cadre pour le HFR
- 2) d'exiger du conseil d'administration de l'établissement le développement de la stratégie médicale du HFR et la définition de son positionnement stratégique, plus concrètement :
 - > de définir et planifier le positionnement médical du HFR entre les deux pôles universitaires CHUV à Lausanne et Hôpital de l'Ile à Berne, comme concurrents ou comme partenaires ;
 - > de définir et planifier le positionnement médical par rapport aux besoins de la population fribourgeoise et par rapport aux autres prestataires ;
 - > de définir la mission du HFR par rapport aux différents aspects influençant l'évolution du paysage hospitalier, tels que la tendance vers l'ambulatoire, la pénurie de personnel qualifié, l'évolution de la médecine, la digitalisation, etc.
- 3) de clarifier, en plus des missions médicales du HFR, les prestations d'intérêt général (PIG) et leur financement (maintien des antennes régionales, bilinguisme, formation/recherche, autres ?)
- 4) d'exiger du HFR une planification des investissements (état et avancement de la planification d'un nouveau bâtiment HFR central et d'autres investissements nécessaires, possibilités de financement conformes aux DRG et envisageables par rapport à la situation financière du HFR, définir sous quelles conditions l'Etat accorde un crédit au HFR pour ses investissements).

Enfin, les mandataires demandent une information régulière du Grand Conseil par le Conseil d'Etat sur la stratégie du HFR et sa mise en œuvre.

II. Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat a eu l'occasion de se prononcer sur la situation du HFR à plusieurs reprises, dernièrement dans sa réponse à la motion 2017-GC-39 Markus Bapst / Peter Wüthrich concernant la révision de la loi sur l'hôpital fribourgeois (motion entre-temps retirée par ses auteurs), ainsi que dans sa réponse au postulat 2017-GC-188 Jean-Daniel Schumacher / Philippe Savoy concernant

l'état des finances de l'hôpital fribourgeois (HFR), postulat pris en considération par le Grand Conseil le 24 mai 2018.

Le mandat Ralph Alexander Schmid & consorts s'inscrit manifestement dans l'enchaînement des instruments parlementaires évoqués. Le Conseil d'Etat est disposé à agir dans ce sens et propose dès lors d'accepter le mandat. Il informera le Grand Conseil des mesures et décisions prises dans le cadre du rapport sur le postulat 2017-GC-188 Jean-Daniel Schumacher / Philippe Savoy concernant l'état des finances de l'hôpital fribourgeois (HFR).

29 janvier 2019



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Auftrag Schmid Ralph Alexander / Bonvin-Sansonnens Sylvie / Mutter Christa / Kolly Nicolas / Wüthrich Peter / Rey Benoît / Ballmer Mirjam / Perler Urs / Chassot Claude / Péclard Cédric

2018-GC-152

Strategischer Auftrag und Finanzierung des HFR

I. Zusammenfassung des Auftrags

Mit ihrem am 11. Oktober 2018 eingereichten und begründeten Auftrag ersuchen die Grossrätinnen und Grossräte Ralph Alexander Schmid, Sylvie Bonvin-Sansonnens, Christa Mutter, Nicolas Kolly, Peter Wüthrich, Benoît Rey, Mirjam Ballmer, Urs Perler, Claude Chassot und Cédric Péclard den Staatsrat:

- 1) die Rahmenbedingungen für das HFR festzulegen;
- 2) von dessen Verwaltungsrat die Entwicklung der medizinischen Strategie für das HFR und die Festlegung seiner strategischen Ausrichtung einzufordern, genauer gesagt:
 - > Definition und Planung der medizinischen Ausrichtung des HFR zwischen den zwei Universitätszentren CHUV Lausanne und Inselspital Bern (Konkurrenz oder Partner?);
 - > Definition und Planung der medizinischen Ausrichtung in Bezug auf die Bedürfnisse der Freiburger Bevölkerung und die anderen Leistungserbringer;
 - > Definition des Auftrags des HFR in Bezug auf die verschiedenen Aspekte, welche die Entwicklung der Spitallandschaft beeinflussen, wie z. B. Trend zur Ambulantisierung, Fachkräftemangel, Entwicklung der Medizin, Digitalisierung usw.
- 3) zusätzlich zu den medizinischen Aufträgen des HFR die gemeinwirtschaftlichen Leistungen und deren Finanzierung zu klären (Aufrechterhaltung der regionalen Standorte, Zweisprachigkeit, Bildung/Forschung, andere?);
- 4) vom HFR eine Investitionsplanung einzufordern (Ist-Zustand und Fortschreiten der Planung eines neuen, zentralen HFR-Gebäudes und weitere erforderliche Investitionen, Finanzierungsmöglichkeiten, die den DRG entsprechen und die in Bezug auf die finanzielle Situation des HFR in Frage kommen, Festlegung der Bedingungen, zu denen der Staat dem HFR einen Kredit für seine Investitionen gewährt).

Schliesslich ersuchen die Urheber des Auftrags den Staatsrat, den Grossen Rat regelmässig über die Strategie des HFR und ihre Umsetzung zu informieren.

II. Antwort des Staatsrats

Der Staatsrat hatte bereits mehrfach die Gelegenheit, zur Situation des HFR Stellung zu nehmen, jüngst in seiner Antwort auf die Motion 2017-GC-39 Markus Bapst / Peter Wüthrich über die Revision des Gesetzes über das freiburger spital (diese wurde in der Zwischenzeit von den Urhebern zurückgezogen) sowie in seiner Antwort auf das Postulat 2017-GC-188 Jean-Daniel Schumacher / Philippe Savoy über die Finanzlage des freiburger spitals (HFR), das der Grosse Rat am 24. Mai 2018 angenommen hat.

Der Auftrag Ralph Alexander Schmid und Mitunterzeichnende knüpft offensichtlich an die zuvor genannten parlamentarischen Vorstösse an. Der Staatsrat ist bereit, dahingehend zu handeln und schlägt deshalb vor, den Auftrag anzunehmen. Er wird den Grossen Rat über die getroffenen Massnahmen und Entscheide im Rahmen des Berichts zum Postulat 2017-GC-188 Jean-Daniel Schumacher / Philippe Savoy über die Finanzlage des freiburger spitals (HFR) informieren.

29. Januar 2019



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion Vonlanthen Rudolf / Fasel Josef

2016-GC-106

Initiative cantonale – renforcement des mesures d'intégration et de « déradicalisation » pour les réfugiés reconnus à titre de contribution à la sécurité intérieure

I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 8 septembre 2016, les députés Rudolf Vonlanthen et Josef Fasel demandent au Conseil d'Etat d'intervenir auprès de la Confédération par le biais du dépôt d'une initiative cantonale exhortant la Confédération à agir en matière d'intégration des réfugiés. Constatant que l'intégration des réfugiés reconnus est lacunaire, les motionnaires craignent le risque de voir apparaître dans notre pays des mouvements extrémistes. Ils estiment que les subventions de la Confédération ne couvrent que le strict minimum des dépenses des cantons et des communes en matière d'intégration et qu'il n'existe ni directives ni consignes claires à l'échelle nationale en la matière. Ils sont d'avis qu'il est indispensable que la Confédération renforce, coordonne et indemnise les efforts d'intégration. Dans cette perspective, ils ont élaboré une initiative cantonale en vertu de l'article 160, al. 1 de la Constitution fédérale. Cette initiative contient les revendications suivantes pour les réfugiés reconnus :

- > La Confédération doit émettre des directives claires concernant les mesures d'intégration des réfugiés dans le domaine du travail et doit indemniser ces efforts d'intégration. Une collaboration avec le secteur privé est indispensable.
- > La Confédération doit émettre des directives relatives à un accord d'intégration incluant notamment l'adhésion à notre système juridique et à nos valeurs, en particulier l'égalité entre hommes et femmes, ainsi que des connaissances de la religion chrétienne prédominante dans notre pays.
- > Les réfugiés doivent recevoir un diagnostic et un traitement approprié, au niveau psychologique également.
- > Il faut créer une *hotline* nationale à l'intention des jeunes, des parents et des enseignants, etc., sur la manière de gérer les influences extrémistes et mettre en œuvre des prestations de conseils et de « déradicalisation » dans tout le pays. En outre, les imams en provenance de l'étranger doivent être soumis à un accord d'intégration spécifique au vu de la responsabilité particulière que leur autorité leur confère.
- > Les efforts des cantons doivent être coordonnés au plan national.
- > Les contributions de la Confédération pour la prise en charge des mineurs non accompagnés doivent être augmentées de façon à couvrir les prestations.
- > Enfin, la Confédération doit augmenter notre sécurité en mettant tout en œuvre pour que les demandeurs d'asile déboutés quittent la Suisse sans délai.

II. Réponse du Conseil d'Etat

1. Remarques générales

Cette motion a été déposée au moment où la Suisse avait enregistré un afflux important de requérants d'asile. Ce grand nombre d'arrivées a mis à l'épreuve l'ensemble des structures cantonales et fédérales. Le texte de la motion reflète les inquiétudes ressenties à ce moment-là. Depuis 2017, le nombre de demandes d'asile a diminué. Par ailleurs, de nombreux aménagements, tant du point de vue de la Confédération que des cantons, ont été mis en place, permettant de répondre à de nombreuses attentes exposées dans cette motion.

L'accélération des procédures d'asile entrera en vigueur le 1^{er} mars 2019. Cette réforme, plébiscitée par le peuple, permettra la mise en œuvre de procédures d'asile rapides et équitables. Depuis avril 2018, un projet pilote est mené dans les centres fédéraux pour requérants d'asile (CFA) de Boudry et de Giffers afin d'acquérir davantage d'expérience en vue de cette mise en œuvre. Dès lors que les requérants d'asile seront fixés plus rapidement sur l'issue de leur procédure, le processus d'intégration pourra débuter beaucoup plus tôt pour les personnes obtenant le statut de réfugiés ou l'admission provisoire.

2. Renforcement des mesures d'intégration

Dans ce contexte, les représentants de la Confédération et des cantons ont reconnu la nécessité d'agir et se sont accordés sur une démarche commune, l'Agenda Intégration Suisse, avec trois objectifs supérieurs :

1. Encourager une intégration rapide, efficace, intensive et systématique dès l'entrée en Suisse ou dès le dépôt d'une demande d'asile et qui se poursuit jusqu'à l'entrée dans une formation professionnelle ou l'exercice d'une activité lucrative.
2. Permettre aux adolescents et aux jeunes adultes arrivés tardivement en Suisse d'accéder à des formations de niveau secondaire II ou tertiaire menant à un diplôme reconnu par l'Etat.
3. Intensifier les mesures d'intégration des personnes admises à titre provisoire et des réfugiés reconnus conformément à leurs besoins.

Le but concret de l'Agenda Intégration est que les réfugiés et les personnes admises à titre provisoire apprennent plus rapidement une langue nationale, se préparent plus efficacement à une activité professionnelle, s'intègrent plus rapidement et plus durablement dans le monde du travail, subviennent à leurs besoins. Ainsi, au final, le but est de freiner l'augmentation des coûts de l'aide sociale et de renforcer la cohésion sociale. Pour financer ce programme, le financement par le forfait d'intégration versé par la Confédération sera ajusté en conséquence dès le 1^{er} mai 2019.

La mise en œuvre de l'Agenda Intégration Suisse se fera dans le cadre des Programmes d'intégration cantonaux (PIC). Le canton de Fribourg a d'ores et déjà mis en œuvre son 2^e Programme d'intégration cantonal (PIC 2) pour les années 2018-2021. Le PIC 2 met l'accent sur le renforcement des collaborations avec les communes, l'enrichissement des cours de langues, l'harmonisation de l'accueil des nouveaux habitants, l'extension de « Communes sympas », le développement de la prévention des discriminations et de l'interprétariat communautaire, la valorisation du bénévolat et des personnes-relais, ainsi que la mise sur pied de mesures ciblées pour promouvoir l'employabilité des migrant-e-s, dont les personnes relevant de l'asile.

Plus spécifiquement, la Direction de la santé et des affaires sociales a convoqué en mars 2017 des Etats généraux pour mineurs non accompagnés (MNA) requérants d'asile, afin de proposer une prise en charge plus adaptée aux nombreuses arrivées des années 2015 et 2016. Réunissant 36 représentant-e-s des milieux de la protection de la jeunesse, des milieux scolaires, sociaux, sanitaires, judiciaires ainsi que des milieux de la police et du domaine de l'asile, ces Etats généraux ont permis de clarifier les besoins des différents partenaires et donné naissance au concept « Envole-moi ». Après plusieurs mois de travail interdisciplinaire avec pour objectif une stratégie commune, le Conseil d'Etat a décidé, en décembre 2017, la mise en œuvre d'« Envole-moi » programme d'encadrement et d'intégration pour MNA et jeunes adultes du domaine de l'asile et des réfugiés. Ce programme est mis en place pour une période de 3 ans, à l'issue desquels un bilan sera réalisé. Les prochains Etats généraux pour MNA et jeunes adultes auront lieu le 14 mars 2019.

L'encadrement des MNA et jeunes adultes est du ressort d'ORS ou de Caritas Suisse Département Fribourg selon leur statut. Le programme est conçu pour prendre en charge 125 MNA et jeunes adultes, quel que soit leur statut. Chaque MNA attribué-e au canton passe par deux étapes : la 1^{re} étape, au foyer de la Rosière à Grolley (60 places), propose un encadrement socioéducatif dispensé par un nombre d'éducateur-trice-s suffisant qui assurent une présence aussi les soirs et les week-ends. La 2^e étape, au foyer des Remparts (50 places), dès la fin 2018 au foyer Ste Elisabeth, à Fribourg, propose un suivi dispensé par des coaches, qui mettent davantage l'accent sur la responsabilisation et l'intégration sociale et professionnelle. L'encadrement des jeunes réfugiés (permis B et permis F réfugié) assumé par Caritas se fait à la Maison de formation et d'intégration (MFI) (15 places) qui a ouvert ses portes en mars 2018. Il est également assuré par du personnel socioéducatif qualifié.

Le profil des jeunes arrivants, souvent peu scolarisés, leur besoin accru de protection et le fait qu'une majorité d'entre eux soient appelés à rester en Suisse, respectivement dans notre canton, sur le long terme, demandent un accompagnement plus intensif, avec une continuité dans la prise en charge. L'objectif est de les conduire sur le chemin de l'autonomie et de l'insertion socioprofessionnelle, afin qu'ils ne demeurent pas dépendants de l'aide qui leur est accordée aujourd'hui. Dans ce sens, les jeunes arrivés en Suisse après l'âge de 16 ans et qui n'ont pas le niveau suffisant pour accéder à une formation professionnelle bénéficient de cours préparatoires. ORS organise en collaboration avec différents partenaires, dont l'AMAF Suisse et la Croix-Rouge fribourgeoise, des cours de sensibilisation, d'alphabétisation, ainsi que des cours de base auxquels s'ajoutent des modules visant à adapter les enseignements aux différents niveaux scolaires. Ces cours sont répartis dans 26 classes offrant au total 364 places occupées notamment par des MNA et des jeunes arrivés en Suisse après l'âge de 16 ans.

Ensuite, tous les jeunes migrants qui en ont besoin peuvent accéder, après une évaluation, aux cours d'intégration mis sur pied par l'Ecole professionnelle et artisanale (EPAI). Ces cours complètent les connaissances des jeunes dans les matières telles que les langues et les mathématiques, afin qu'ils puissent ensuite entrer en apprentissage. En août 2018, 133 jeunes inscrits par ORS, dont 10 MNA, ainsi qu'un certain nombre d'élèves inscrits par les CO, ont passé l'évaluation pour accéder à ces cours d'intégration. 142 jeunes ont ainsi été acceptés dans les classes francophones de l'EPAI, 26 dans les classes germanophones. Des cours ont été mis sur pied à la Croix-Rouge fribourgeoise pour les jeunes qui n'ont pas réussi l'examen d'entrée à l'EPAI.

Le programme « Envole-moi » est complété par d'autres mesures, telles que le programme « Intégration via la prévention » (IVP) organisé en collaboration avec la Police cantonale et de nombreux partenaires (REPER, Empreinte, les Justices de paix, les communes). Ce programme vise notamment à familiariser les jeunes avec leur environnement, à expliquer les droits et les devoirs dans différents domaines, à réduire les comportements inadéquats et expliquer les conséquences, ainsi que prévenir les accidents. Il comporte différents modules qui sont répétés chaque année pour les MNA et les jeunes adultes. Il porte sur plusieurs matières telles que la mission de la police et la violence, la cybercriminalité, les relations entre hommes et femmes, la santé sexuelle, la prévention des addictions (alcool, drogue, médicaments), la circulation routière et la gestion des déchets.

Toutes ces mesures vont dans le sens d'une meilleure intégration socioprofessionnelle et s'inscrivent dans une démarche du « vivre-ensemble ». La promotion du « vivre-ensemble » ne serait pas possible sans le bénévolat formel, dans le cadre d'associations, et informel, dans le cadre d'initiatives personnelles, de coups de main du quotidien, d'aides spontanées. Il y a lieu de relever que plus de 150 bénévoles actifs dans des associations, dont Osons l'accueil, la Red, la Barque, Passerelles, ParMi, Caritas, la Croix-Rouge fribourgeoise, Point d'Ancrage, LivrEchange, Lisanga ou l'AMAF, ou dans des paroisses et parfois également à titre privé, s'engagent avec les MNA et les jeunes adultes dans des activités très diverses telles que l'aide aux devoirs, les cours de langue, l'organisation d'activités de loisirs durant les soirées, les vacances et les week-ends ou pour partager des repas en famille ou parrainer un MNA ou un jeune adulte. Par ailleurs, de nombreux étudiants s'engagent aussi auprès de ces jeunes migrants dans le cadre de leurs travaux de fin d'études. Le bénévolat est un relais crucial de l'intégration. Il permet de nouer des liens, de découvrir mutuellement de nouvelles réalités, de se familiariser avec des environnements culturels différents, de s'enrichir de cette diversité en réalisant des activités communes. Grâce au bénévolat, l'accueil des requérants d'asile devient une réalité partagée et des perspectives communes peuvent prendre forme.

Pour favoriser l'intégration des personnes du domaine de l'asile, le canton n'oublie pas la collaboration avec le secteur privé. Ainsi, un subside à l'embauche pour les entreprises qui engagent une personne au bénéfice d'un permis F a été mis en place. Le financement alloué à l'employeur revalorise le travail de formation et d'intégration des entreprises pour ces personnes. Ce subside, dénommé Vitamin F, permet aux entreprises de tester puis d'engager une personne détentrice d'un permis F avec un soutien au risque à l'embauche.

En outre, une convention, réglant la formation professionnelle précoce des jeunes requérant-e-s d'asile titulaires d'un permis N, a été passée entre la Direction de la sécurité et de la justice et la Direction de la santé et des affaires sociales du canton de Fribourg. Les objectifs de cette convention sont de donner des perspectives à des jeunes qui vont probablement rester en Suisse, d'accélérer les processus et d'éviter les temps morts dans le parcours d'intégration, d'améliorer les chances d'une bonne intégration et de diminuer les coûts de soutien à l'intégration.

La promotion de l'intégration professionnelle des jeunes migrant-e-s auprès des entreprises se fait également à l'occasion des manifestations publiques telles que START ! (Forum des métiers). Le Service de l'action sociale (SASoc) et le Bureau de l'intégration des migrant-e-s et de la prévention du racisme (IMR) y rencontrent depuis plusieurs années les entreprises du canton, qu'ils informent des conditions d'exercice d'une activité lucrative pour ces personnes, et favorisent l'échange avec les jeunes migrant-e-s souhaitant démarrer une formation.

Il s'agit aussi de relativiser l'affirmation selon laquelle plus de 75 % des réfugiés séjournant en Suisse depuis plus de 5 ans dépendent de l'aide sociale. D'une part, une proportion importante travaille mais les revenus générés par l'activité lucrative – souvent précaire – ne suffisent pas pour couvrir le minimum vital. Ce sont des *working poors*, qui représentent environ 50 % des bénéficiaires de l'aide sociale (contre 25 % dans le reste de la population). Deuxièmement, plus de 50 % des bénéficiaires de l'aide sociale sont des enfants (34 %) ou de jeunes adultes (19 %) contre moins de 40 % pour le reste de la population : on ne peut attendre de ces personnes, principalement à l'école ou en formation, qu'elles soient indépendantes de l'aide sociale.

3. Suivi socio-sanitaire

Dans le cadre du programme « Envole-moi », un projet pilote vise encore à une meilleure prise en charge psychique de ces jeunes, souvent traumatisés par leur vécu. Le Réseau fribourgeois de santé mentale assure de nouvelles consultations de liaison, cette fois-ci à l'intérieur des foyers d'hébergement pour MNA et jeunes adultes. Ainsi, des pédopsychiatres et des psychiatres spécialisés en ethnopsychiatrie ou psychiatrie transculturelle offrent, de manière hebdomadaire, à la fois des consultations médicales directement dans l'enceinte des foyers mais aussi des conseils et recommandations aux équipes professionnelles chargées de l'encadrement et de l'intégration tant des jeunes du domaine de l'asile que des réfugiés. Ce projet pilote est également mené dans un des foyers d'accueil pour adultes.

Par ailleurs, trois infirmiers et infirmières de la société ORS, mandatée par le Conseil d'Etat, sont présents plusieurs fois par semaine, à horaires fixes, dans les différents foyers d'accueil du canton. Leur rôle est d'offrir aux requérants d'asile et aux personnes admises à titre provisoire des soins appropriés et professionnels, d'informer, de promouvoir la santé et de prévenir les problèmes médico-sociaux, tout en limitant les coûts (gatekeeping).

4. Un plan d'action national de lutte contre la radicalisation

La Confédération a publié en décembre 2017 son plan d'action national de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent. Ce plan d'action a été élaboré depuis septembre 2016 par la Confédération, les cantons, les villes et les communes, sous la responsabilité du délégué du Réseau national de sécurité (RNS). Il a été adopté à l'unanimité le 24 novembre 2017 par les présidences de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP), de la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) et de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS), par l'Union des Villes suisses et par l'Association des communes suisses.

Au total, 26 mesures ont été définies dans les cinq champs d'action suivants : 1. Connaissances et expertise ; 2. Collaboration et coordination ; 3. Lutte contre les idéologies et les groupements extrémistes ; 4. Désengagement et réintégration ; 5. Collaboration internationale.

Le plan d'action national établit que la collaboration interdisciplinaire et interinstitutionnelle est primordiale pour garantir l'efficacité de la prévention. Cette collaboration favorise les échanges entre les acteurs et facilite la mise en place de procédures communes.

La société civile est également associée aux mesures de prévention. Les responsables d'associations sportives, culturelles et de loisirs pourront être sensibilisés par l'intermédiaire de leur fédération nationale ou des autorités cantonales ou communales.

Le plan d'action national s'inscrit en complément des mesures, des initiatives et des programmes existants de la prévention universelle, sélective et indicative dans le domaine de l'éducation, des affaires sociales, de l'intégration, de la prévention de la criminalité et de la violence et de la lutte contre les discriminations. Le plan d'action national est là pour approfondir, renforcer et compléter tous les efforts importants de prévention qui sont déjà entrepris dans toute la Suisse et dans notre canton en particulier. Dans ce sens, toutes les mesures d'intégration décrites ci-dessus contribuent à ces efforts de prévention contre la radicalisation.

5. Mise en œuvre du plan d'action dans le canton

Au niveau cantonal, la mise en œuvre de ce plan est conduite par la Direction de la sécurité et de la justice (DSJ). Une première concrétisation réside dans le concept de gestion des menaces, dont le cadre légal a été mis en consultation le 18 janvier 2019. Il s'agit de créer au sein de la Police cantonale une Unité de gestion des menaces (UGM) dont la tâche sera d'identifier les signes précurseurs de violence, d'analyser le potentiel de risque et de travailler en réseau interdisciplinaire à désamorcer la menace, en se fondant sur un réseau de répondants et de partenaires institutionnels et associatifs. L'avant-projet de loi modifiant la loi sur la police cantonale est en consultation jusqu'au 18 avril 2019. L'objectif du Conseil d'Etat est de transmettre le projet au Grand Conseil avant l'été 2019, de sorte que le Législatif cantonal puisse le traiter à l'automne, dans l'optique d'une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2020. Ce projet répond directement à la mesure No 14 du Plan d'action national (« Mise en place et introduction du concept de la gestion des menaces »), subsidiairement aux mesure No 13 (« Intensification du travail de mise en réseau de la police ») et No 15 (« Réglementation de l'échange d'information entre autorités »).

En parallèle, la DSJ a organisé, sous l'égide du Conseil cantonal de prévention et de sécurité (CCPS), une table ronde le 23 novembre 2018 consacré à la mise en œuvre dans le canton du plan d'action national. La table ronde a réuni près d'une centaine de participants émanant tant des différentes directions de l'Etat, du Pouvoir judiciaire, des communes, des communautés religieuses ou encore des milieux associatifs. Cette journée, qui alternait présentations et ateliers, a permis de dégager un certain nombre de propositions de mesures. Le CCPS procédera au premier trimestre 2019 à une analyse de ces propositions et à l'adoption de recommandations destinées au Conseil d'Etat.

6. Ajustement du financement fédéral

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda intégration, la Confédération va augmenter le montant du forfait d'intégration versé aux cantons pour l'intégration des réfugiés et des personnes admises à titre provisoire. Ce forfait passera de 6000 francs à 18 000 francs par personne à partir du 1^{er} mai 2019. En compensation, la Confédération a annoncé une diminution des subventions en matière d'aide sociale. Un projet est en cours d'élaboration.

La Confédération procède par ailleurs à un contrôle étroit des subventions accordées dans ce cadre. Ainsi, le Contrôle fédéral des finances (CDF) a audité dans les cantons de Fribourg et d'Argovie l'utilisation des forfaits d'intégration pour les personnes admises à titre provisoire et les réfugiés sous les angles de la transparence, de la conformité, de l'économicité et de l'efficacité des instruments de mesure de l'atteinte des objectifs. Il ressort de son rapport du 2 août 2018, publié le 3 octobre 2018, que les résultats de l'audit sont positifs. Les moyens de promotion de l'intégration sont utilisés de manière transparente et économe. Il y a adéquation entre les besoins spécifiques de la population issue de l'asile et les mesures d'intégration proposées. Enfin, les instruments de

mesure de l'atteinte des objectifs d'intégration mis en place dans le cadre du Programme d'intégration cantonal 2 (PIC 2) sont cohérents, clairs et pertinents.

En ce qui concerne l'indemnisation équitable des coûts pour les MNA, le Conseil fédéral a décidé une augmentation du forfait versé par la Confédération aux cantons. Cette augmentation entrera en vigueur vraisemblablement le 1^{er} mai 2019.

7. Conclusion d'accord de réadmission par la Confédération

Les accords de réadmission visent à garantir que les personnes en situation irrégulière sur le territoire suisse, notamment les requérants d'asile déboutés tenus de quitter notre pays, puissent être rapidement et en toute sécurité renvoyées dans leur pays, selon des procédures et des délais convenus entre la Suisse et l'Etat de provenance concerné.

La politique suisse en la matière est d'ores et déjà très active. Elle s'aligne sur celle de l'UE et de ses Etats membres, qui concluent des accords ou des clauses de réadmission dans le cadre d'accords d'association et de coopération avec de nombreux de pays de provenance ou de transit dans le but de gérer plus efficacement la migration illégale.

La Suisse a ainsi d'ores et déjà conclu une cinquantaine d'accords de réadmission avec des Etats tiers et la Confédération poursuit avec constance ses efforts en la matière. Toutefois, l'existence même d'un accord de réadmission n'entraîne pas forcément une levée de tous les obstacles mis à l'exécution du renvoi forcé, les limites des modalités admises par l'Etat de provenance n'autorisant pas automatiquement un rapatriement par n'importe quel moyen ou en toutes circonstances.

8. Conclusion

Le Conseil d'Etat partage les préoccupations des motionnaires. Il constate toutefois que, depuis le dépôt de la motion, de très nombreuses décisions et mesures répondant à ces préoccupations ont été prises et mises en œuvre par la Confédération, les cantons et les communes suisses. Cet effort va se poursuivre à l'avenir, démontrant ainsi que ces enjeux sont pensés sur le long terme.

Dès lors, le Conseil d'Etat estime qu'il n'est plus nécessaire d'interpeller la Confédération par le biais d'une initiative cantonale.

Le Conseil d'Etat propose donc de rejeter la motion.

4 février 2019



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion Vonlanthen Rudolf / Fasel Josef

2016-GC-106

Standesinitiative – Verstärkte Massnahmen zur Integration anerkannter Flüchtlinge und Deradikalisierung als Beitrag zur inneren Sicherheit

I. Zusammenfassung der Motion

Mit einer am 8. September 2016 eingereichten und gleichentags begründeten Motion ersuchen die Grossräte Rudolf Vonlanthen und Josef Fasel den Staatsrat darum, den Bund mit einer Standesinitiative davon zu überzeugen, bei der Integration von Flüchtlingen zu handeln. Die Verfasser der Motion stellen fest, dass die Integration der Flüchtlinge mangelhaft sei, und fürchten sich vor der Gefahr, dass in unserem Land extremistische Strömungen entstehen könnten. Sie sind der Ansicht, dass die Bundessubventionen nur das absolute Minimum der kantonalen und kommunalen Ausgaben für die Integration decken, und kritisieren, dass es dazu keine nationalen Vorgaben oder klare Richtlinien gebe. Sie halten es deshalb für zwingend notwendig, dass der Bund die Integrationsbemühungen stärker vorantreibt, koordiniert und vergütet. Im Hinblick darauf haben sie eine Standesinitiative gemäss Artikel 160 Abs. 1 der Bundesverfassung verfasst. Diese Initiative stellt folgende Forderungen für anerkannte Flüchtlinge auf:

- > Der Bund soll klare Vorgaben zu den Bemühungen für die Integration von Flüchtlingen in die Arbeitswelt machen und diese auch bezahlen. Dabei ist die Vernetzung mit der Privatwirtschaft unverzichtbar.
- > Der Bund soll Vorgaben für eine Integrationsvereinbarung machen, welche auch ein Bekenntnis zu unserer Rechtsordnung, zu unseren Werten wie Gleichberechtigung der Geschlechter, sowie Kenntnis der hier vorherrschenden christlichen Religion beinhaltet.
- > Flüchtlinge sollen routinemässig auch im psychischen Bereich diagnostiziert und entsprechend behandelt werden.
- > Es sollen eine nationale Hotline für Jugendliche, Eltern, Lehrpersonen u. a. zum Umgang mit extremen Einflüssen sowie Beratungs- und Deradikalisierungsangebote geschaffen werden. Ausserdem sollen Imame, welche aus dem Ausland einreisen, einer speziellen Integrationsvereinbarung unterzogen werden, da sie als Autoritätspersonen eine besondere Verantwortung tragen.
- > Die Bemühungen der Kantone sollen national vernetzt werden.
- > Der Bund soll seine Beiträge für die Betreuung unbegleiteter Minderjähriger so erhöhen, dass sie kostendeckend sind.
- > Schlussendlich soll der Bund unsere Sicherheit erhöhen, indem er alles unternimmt, damit abgewiesene Asylsuchende die Schweiz rasch und unverzüglich verlassen.

II. Antwort des Staatsrats

1. Allgemeine Anmerkungen

Diese Motion wurde zu einer Zeit eingereicht, als die Schweiz einen hohen Zustrom von Asylsuchenden verzeichnete. Diese hohe Zahl an Einreisenden stellte alle kantonalen und eidgenössischen Strukturen auf die Probe. Der Motionstext widerspiegelt die Befürchtungen, die in dieser Zeit vorherrschten. Seit 2017 nimmt die Zahl der Asylgesuche wieder ab. Zudem wurden sowohl von Seiten des Bundes als auch der Kantone zahlreiche Vorkehrungen getroffen, die es erlauben, auf viele Erwartungen, die in der Motion ausgeführt werden, zu reagieren.

Am 1. März 2019 tritt das verkürzte Asylverfahren in Kraft, das in einer Volksabstimmung angenommen wurde. Mit dieser Reform können Asylverfahren rascher und ausgewogener durchgeführt werden. Seit April 2018 läuft in den Bundesasylzentren von Boudry und Giffers ein Pilotprojekt, mit dem mehr Erfahrungen für die Umsetzung gewonnen werden sollen. Da die Asylsuchenden in Zukunft rascher über den Ausgang ihres Verfahrens informiert werden, kann der Integrationsprozess von Personen, die den Flüchtlingsstatus erhalten oder vorläufig aufgenommen werden, viel früher beginnen.

2. Verstärkte Integrationsmassnahmen

Die Vertreter des Bundes haben den Handlungsbedarf in diesem Bereich anerkannt und sich auf eine gemeinsame Massnahme mit drei Hauptzielen, die Integrationsagenda Schweiz, geeinigt:

1. Effektive, rasche, intensive und systematische Integrationsförderung als Prozess, der bei der Einreise bzw. dem Asylgesuch beginnt und bis zur Berufsbildung oder Erwerbsarbeit geht.
2. Spät zugewanderte Jugendliche und junge Erwachsene sollen Zugang haben zu Bildungswegen, die zu einem staatlich anerkannten Abschluss auf der Sekundarstufe II und/oder Tertiärstufe führen.
3. Für anerkannte Flüchtlinge und vorläufig aufgenommene Personen braucht es eine bedarfsgerechte Intensivierung der Integrationsmassnahmen.

Konkretes Ziel der Integrationsagenda ist es, dass Flüchtlinge und vorläufig aufgenommene Personen rascher eine Nationalsprache lernen, sich effizienter auf eine Berufstätigkeit vorbereiten, sich rascher und dauerhafter in die Arbeitswelt integrieren und für sich selbst aufkommen. Letztlich besteht das Ziel darin, den Anstieg der Sozialhilfekosten zu bremsen und den gesellschaftlichen Zusammenhalt zu stärken. Zur Finanzierung des Programms wird die Integrationspauschale des Bundes ab 1. Mai 2019 entsprechend angepasst.

Die Umsetzung der Integrationsagenda Schweiz erfolgt im Rahmen der kantonalen Integrationsprogramme (KIP). Der Kanton Freiburg hat sein zweites kantonales Integrationsprogramm (KIP 2) für die Jahre 2018–2021 bereits gestartet. Das KIP 2 legt den Schwerpunkt auf die verstärkte Zusammenarbeit mit den Gemeinden, die Erweiterung der Sprachkurse, die Harmonisierung des Empfangs von neuen Einwohnerinnen und Einwohnern, die Erweiterung des Programms «Gemeinsam in der Gemeinde», die Weiterentwicklung der Diskriminierungsprävention und der interkulturellen Verdolmetschung, die Aufwertung von Freiwilligenarbeit und Schlüsselpersonen und die Erarbeitung gezielter Massnahmen zur Förderung der Arbeitsmarktfähigkeit von Migrantinnen und Migranten, einschliesslich der Personen aus dem Asylbereich.

Die Direktion für Gesundheit und Soziales organisierte im März 2017 eine Konferenz zu den unbegleiteten minderjährigen Asylsuchenden (UMA), um für die zahlreichen Neuankömmlinge von 2015 und 2016 eine angemessenere Betreuung zu erreichen. Dank dieser Konferenz, an der rund 36 Vertreterinnen und Vertreter aus Schul-, Sozial-, Gesundheits-, Gerichts-, Polizei- und Asylwesen zusammenkamen, konnten die Bedürfnisse aller Beteiligten geklärt und in das Gesamtkonzept «Envole-moi» integriert werden. Nach mehreren Monaten fachübergreifender Arbeit an einer gemeinsamen Strategie beschloss der Staatsrat im Dezember 2017 die Umsetzung des Betreuungs- und Integrationsprogramms «Envole-moi» für UMA und junge Erwachsene aus dem Asyl- und Flüchtlingsbereich. Das Programm läuft vorerst drei Jahre, danach soll Bilanz gezogen werden. Die nächste Konferenz zu den UMA und jungen Erwachsenen findet am 14. März 2019 statt.

Für die Betreuung der UMA und der jungen Erwachsenen ist je nach Aufenthaltsstatus ORS oder die Abteilung Freiburg von Caritas Schweiz zuständig. Das Programm ist für 125 UMA und junge Erwachsene konzipiert, wobei ihr Status keine Rolle spielt. Jede/r UMA, der dem Kanton zugewiesen wird, durchläuft zwei Phasen: Die erste Phase im «Foyer de la Rosière» in Grolley (60 Plätze) umfasst eine sozialpädagogische Begleitung durch Erzieher/innen, die auch an den Abenden und Wochenenden anwesend sind. In der zweiten Phase im «Foyer des Remparts» (50 Plätze) bzw. ab Ende 2018 im «Foyer St. Elisabeth» in Freiburg (90 Plätze) übernehmen Coaches die Betreuung, die verstärkt auf die Übernahme von Verantwortung sowie die berufliche und soziale Integration abzielt. Die jugendlichen Flüchtlinge (Ausweis B und Ausweis F für Flüchtlinge) werden von Caritas im «Haus der Bildung und Integration» (15 Plätze) betreut, das im März 2018 eröffnet wurde. Auch diese Betreuung erfolgt durch ausgebildete Sozialpädagoginnen und Sozialpädagogen.

Das Profil der jungen Neuankömmlinge, die oft nur wenig Schulbildung haben, ihr erhöhter Schutzbedarf und die Tatsache, dass die meisten von ihnen langfristig in der Schweiz bzw. in unserem Kanton bleiben werden, erfordern eine intensivere Begleitung und mehr Kontinuität bei der Betreuung. Das Ziel besteht darin, ihnen zu Selbständigkeit sowie beruflicher und sozialer Eingliederung zu verhelfen, damit sie später nicht mehr auf die Hilfe angewiesen sind, die sie heute erhalten. Junge Erwachsene, die nach ihrem 16. Geburtstag in die Schweiz eingereist sind und die Voraussetzungen für eine Berufsausbildung nicht erfüllen, besuchen Vorbereitungskurse. ORS organisiert mit verschiedenen Partnern wie AMAF Suisse und dem Freiburgerischen Roten Kreuz Sensibilisierungs-, Alphabetisierungs- und Basiskurse sowie verschiedene Module, mit denen die Lerninhalte an die verschiedenen Bildungsniveaus angepasst werden. Die Kurse verteilen sich auf 26 Klassen mit insgesamt 364 Plätzen. Die meisten dieser Plätze sind von UMA und von jungen Erwachsenen, die nach ihrem 16. Geburtstag in die Schweiz eingereist sind, belegt.

Jugendliche Migrantinnen und Migranten mit einem entsprechenden Bedarf können zudem in einem Zulassungsverfahren Zugang zum Integrationskurs der Gewerblichen und Industriellen Berufsfachschule (GIBS) erhalten. Dort können sie beispielsweise ihre Mathematik- und Sprachkenntnisse vervollständigen, um anschliessend eine Lehre anzutreten. Im August 2018 haben 133 von ORS angemeldete Jugendliche, darunter 10 UMA, und einige von den OS angemeldete Schüler/innen die Zulassung zu den Integrationskursen erhalten. 142 Jugendliche wurden in die französischsprachigen und 26 in die deutschsprachigen Klassen der GIBS aufgenommen. Das Freiburgerische Rote Kreuz hat Kurse für jene Jugendlichen organisiert, welche die Aufnahmeprüfung der GIBS nicht bestanden haben.

Als Ergänzung zum Programm «Envole-moi» laufen Massnahmen wie das Programm «Integration via Prävention» (IVP), das in Zusammenarbeit mit der Kantonspolizei und zahlreichen Partnern (REPER, Empreinte, Friedensgerichte, Gemeinden) durchgeführt wird. Das Programm hat namentlich zum Ziel, den Jugendlichen ihr Umfeld näherzubringen, Rechte und Pflichten in verschiedenen Bereichen zu erklären, unerwünschte Verhaltensweisen zu reduzieren und deren Konsequenzen aufzuzeigen und Unfällen vorzubeugen. Es umfasst verschiedene Module, die für UMA und junge Erwachsene jedes Jahr angeboten werden. Themen des Programms sind der Auftrag der Polizei, Gewalt, Cyberkriminalität, Beziehungen zwischen Männern und Frauen, sexuelle Gesundheit, Suchtprävention (Alkohol, Drogen, Medikamente), Strassenverkehr und Abfallentsorgung.

All diese Massnahmen zielen auf eine bessere soziale und berufliche Integration ab und sind Teil einer Strategie für das Zusammenleben. Die Förderung des Zusammenlebens wäre nicht möglich ohne formelle Freiwilligenarbeit in Vereinen und ohne informelle Freiwilligenarbeit in Form von privaten Initiativen, alltäglichen Hilfeleistungen und spontaner Unterstützung. Es sei hier hervorgehoben, dass sich über 150 Freiwillige in Vereinen wie «Osons l'accueil», la Red, la Barque, Passerelles, ParMi, Caritas, dem Freiburgischen Roten Kreuz, «Point d'Ancrage», LivrEchange, Lisanga oder AMAF, in Kirchgemeinden und zum Teil auch privat für UMA und junge Erwachsene engagieren. Sie leisten Aufgabenhilfe, geben Sprachkurse, organisieren Freizeitaktivitäten am Abend, in den Ferien und an Wochenenden, laden zum Essen bei ihrer Familie ein oder übernehmen eine Patenschaft. Überdies engagieren sich auch zahlreiche Studierende im Rahmen ihrer Abschlussarbeiten für die jugendlichen Migrantinnen und Migranten. Freiwilligenarbeit ist ein entscheidender Schlüssel zur Integration. Sie bietet die Möglichkeit, Kontakte zu knüpfen, gegenseitig neue Lebenswirklichkeiten zu entdecken, ein anderes kulturelles Umfeld kennenzulernen und sich bei gemeinsamen Aktivitäten von dieser Vielfalt bereichern zu lassen. Dank der Freiwilligenarbeit wird der Empfang der Asylsuchenden zu einem gemeinsamen Erlebnis, aus dem eine gemeinsame Perspektive entstehen kann.

Doch bei der Förderung der Integration von Personen aus dem Asylbereich arbeitet der Kanton auch mit der Privatwirtschaft zusammen. So wurde ein Anstellungsbeitrag für Unternehmen, die eine Person mit Ausweis F anstellen, eingeführt. Dieser Beitrag für Arbeitgebende würdigt die Ausbildungs- und Integrationsleistung der Unternehmen für diese Personen. Mit dem Vitamin F genannten Beitrag erhalten Unternehmen eine Entschädigung für das Anstellungsrisiko, wenn sie eine Person mit Ausweis F testen und anschliessend anstellen.

Weiter haben die Sicherheits- und Justizdirektion und die Direktion für Gesundheit und Soziales des Kantons Freiburg eine Vereinbarung abgeschlossen, in der die frühzeitige Berufsausbildung von jugendlichen Asylsuchenden mit Ausweis N geregelt wird. Ziel dieser Vereinbarung ist es, den Jugendlichen, die voraussichtlich in der Schweiz bleiben werden, eine Perspektive zu geben, die Prozesse zu beschleunigen und tote Zeiten im Integrationsprozess zu vermeiden, die Chancen für eine gute Integration zu verbessern und die Integrationsförderkosten zu reduzieren.

Die Förderung der beruflichen Integration von jugendlichen Migrantinnen und Migranten erfolgt auch über öffentliche Veranstaltungen wie die Berufsfachmesse START! Forum der Berufe. Das Kantonale Sozialamt (KSA) und die Fachstelle für die Integration der Migrantinnen und Migranten und für Rassismusprävention (IMR) treffen dort seit mehreren Jahren die Unternehmen des Kantons, informieren sie über die Bedingungen, unter denen diese Personen einer Erwerbstätigkeit

nachgehen können, und fördern den Austausch mit den jugendlichen Migrantinnen und Migranten, die eine Ausbildung beginnen möchten.

Es gilt auch, die Behauptung zu relativieren, wonach über 75 % der Flüchtlinge, die sich seit mehr als 5 Jahren in der Schweiz aufhalten, auf Sozialhilfe angewiesen seien. Erstens arbeitet ein Grossteil dieser Personen, doch das Einkommen aus dieser oft prekären Erwerbstätigkeit liegt unter dem Existenzminimum. Es handelt sich um Working Poor, die rund 50 % der Sozialhilfeempfänger ausmachen (gegenüber 25 % bei der übrigen Bevölkerung). Zweitens sind über 50 % der Sozialhilfeempfänger Kinder (34 %) oder junge Erwachsene (19 %), wobei dieser Anteil bei der übrigen Bevölkerung bei 40 % liegt: Von diesen Personen, die hauptsächlich in der Schule oder in Ausbildung sind, kann man nicht erwarten, ohne Sozialhilfe auskommen.

3. Sozial- und Gesundheitsberatung

Ein Pilotprojekt im Rahmen des Programms «Envole-moi» strebt eine bessere psychiatrische Versorgung der Jugendlichen an, die oft traumatische Erfahrungen mitbringen. Das Freiburger Netzwerk für psychische Gesundheit bietet neu direkt in den Unterkünften für UMA und junge Erwachsene Liaison-Konsultationen an. Kinderpsychiater/innen sowie auf Ethnopsychiatrie oder transkulturelle Psychiatrie spezialisierte Psychiater/innen bieten wöchentlich direkt in den Unterkünften medizinische Sprechstunden an. Gleichzeitig beraten sie auch die Fachteams, die für die Betreuung und Integration der Jugendlichen aus dem Asyl- und Flüchtlingsbereich zuständig sind. Das Pilotprojekt läuft auch in einem Empfangszentrum für Erwachsene.

Ausserdem sind im Auftrag des Staatsrats mehrmals pro Woche zu bestimmten Zeiten drei Pflegefachpersonen der ORS in den verschiedenen Empfangszentren des Kantons präsent. Sie sind dafür zuständig, den Asylsuchenden und vorläufig Aufgenommenen eine geeignete professionelle Behandlung anzubieten, zu informieren, Gesundheitsförderung zu betreiben und medizinisch-sozialen Problemen vorzubeugen und dabei die Kosten zu reduzieren (Gatekeeping).

4. Nationaler Aktionsplan zur Verhinderung und Bekämpfung von Radikalisierung

Im Dezember 2017 hat der Bund seinen Nationalen Aktionsplan zur Verhinderung und Bekämpfung von Radikalisierung und gewalttätigem Extremismus vorgestellt. Der Aktionsplan wurde seit September 2016 unter der Leitung des Delegierten des Sicherheitsverbands Schweiz (SVS) von Bund, Kantonen, Städten und Gemeinden gemeinsam erarbeitet. Die Präsidien der Konferenz der Kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren (KKJPD), der Schweizerischen Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK), der Konferenz der kantonalen Sozialdirektorinnen und Sozialdirektoren (SODK) sowie des Schweizerischen Städteverbands und des Schweizerischen Gemeindeverbands haben den Aktionsplan am 24. November 2017 einstimmig verabschiedet.

Die insgesamt 26 Massnahmen sollen in fünf Handlungsfeldern wirken: 1. Wissen und Expertise; 2. Zusammenarbeit und Koordination; 3. Verhinderung von extremistischem Gedankengut und Gruppierungen; 4. Ausstieg und Reintegration; 5. Internationale Zusammenarbeit.

Der Nationale Aktionsplan orientiert sich am Grundgedanken, dass eine institutionalisierte interdisziplinäre Zusammenarbeit das wichtigste Element für eine wirkungsvolle Prävention ist. Sie sorgt für die Vernetzung der relevanten Akteurinnen und Akteure und erleichtert das gemeinsame Vorgehen.

Die Zivilgesellschaft wird ebenfalls in die Prävention miteinbezogen. Verantwortliche von Sport-, Kultur-, und Freizeitvereinen können durch ihre nationalen Verbände oder von kantonalen und kommunalen Behörden mittels Information und Schulung für die Thematik sensibilisiert werden.

Die Massnahmen des Nationalen Aktionsplans sind auch in Kombination mit den bereits existierenden Massnahmen, Programmen und Initiativen der universellen, selektiven und indizierten Prävention in den Bereichen Bildung, Soziales, Integration, Gewalt- und Kriminalprävention sowie Anti-Diskriminierung zu betrachten. Mit dem Nationalen Aktionsplan sollen die vielen wichtigen Präventionsbemühungen, die in der ganzen Schweiz und in unserem Kanton bereits unternommen werden, weitergeführt, stärker verbreitet und ergänzt werden. In diesem Sinne tragen alle oben beschriebenen Integrationsmassnahmen zur Prävention von Radikalisierung bei.

5. Umsetzung des Aktionsplans im Kanton

Auf kantonaler Ebene leitet die Sicherheits- und Justizdirektion (SJD) die Umsetzung des Aktionsplans. Ein erster konkreter Schritt wurde mit dem Bedrohungsmanagement-Konzept getan, das am 18. Januar 2019 in Vernehmlassung ging. Bei der Kantonspolizei soll eine Abteilung Bedrohungsmanagement (ABM) geschaffen werden, die den Auftrag hat, Vorzeichen von Gewalt zu erkennen, das Gefahrenpotenzial einzuschätzen und in Zusammenarbeit mit einem interdisziplinären Netzwerk von Ansprechpersonen und Partnern aus Institutionen und Vereinen die Bedrohungssituation zu entschärfen. Das Vernehmlassungsverfahren zum Vorentwurf des Gesetzes zur Änderung des Gesetzes über die Kantonspolizei läuft bis am 18. April 2019. Der Staatsrat hat sich zum Ziel gesetzt, dem Grossen Rat den Gesetzesentwurf noch vor dem Sommer 2019 vorzulegen, damit dieser ihn im Herbst beraten kann. Das Inkrafttreten des Gesetzes wäre in diesem Fall für den 1. Januar 2020 geplant. Der Gesetzesentwurf ist eine direkte Antwort auf die Massnahme 14 des Nationalen Aktionsplans («Aufbau und Einführung des Konzepts des Bedrohungsmanagements») und in zweiter Linie auf die Massnahmen 13 («Intensivierung der Vernetzungsarbeit der Polizei») und 15 («Regelung des Informationsaustausches zwischen Behörden»).

Gleichzeitig hat die SJD unter der Leitung des kantonalen Rats für Prävention und Sicherheit (KRPS) am 23. November 2018 einen Runden Tisch zur Umsetzung des Nationalen Aktionsplans in unserem Kanton veranstaltet. Bei dieser Gelegenheit trafen sich rund hundert Vertreterinnen und Vertreter der verschiedenen Direktionen des Staates, der Gerichtsbehörden, der Gemeinden, der Religionsgemeinschaften und verschiedener Vereine. An der Tagung mit Referaten und Workshops kristallisierten sich verschiedene Vorschläge für Massnahmen heraus. Der KRPS wird die Vorschläge im ersten Halbjahr 2019 analysieren und anschliessend Empfehlungen für den Staatsrat verabschieden.

6. Anpassung der Bundesbeiträge

Im Rahmen der Umsetzung der Integrationsagenda wird der Bund seine Integrationspauschale, die er den Kantonen für die Integration von Flüchtlingen und vorläufig Aufgenommen überweist, erhöhen. Die Pauschale wird ab 1. Mai 2019 von 6000 auf 18 000 Franken pro Person angehoben. Im Gegenzug hat der Bund eine Senkung der Subventionen bei der Sozialhilfe angekündigt. Ein entsprechender Gesetzesentwurf ist in Arbeit.

Die in diesem Rahmen gewährten Subventionen werden vom Bund streng kontrolliert. So hat die Eidgenössische Finanzkontrolle (EFK) in den Kantonen Freiburg und Aargau die Verwendung der Integrationspauschale für Flüchtlinge und vorläufig Aufgenommene unter den Gesichtspunkten der

Transparenz, der Konformität, der Wirtschaftlichkeit und der Effizienz der Instrumente zur Messung der Zielerreichung geprüft. Im Bericht vom 2. August 2018, der am 3. Oktober 2018 veröffentlicht wurde, geht hervor, ist von positiven Prüfungsergebnissen die Rede. Die Mittel zur Integrationsförderung werden auf transparente und wirtschaftliche Weise verwendet. Die Integrationsmassnahmen berücksichtigen die spezifischen Bedürfnisse der Personen aus dem Asylbereich angemessen. Die Instrumente zur Messung der Zielerreichung, die im kantonalen Integrationsprogramm 2 (KIP 2) festgelegt wurden, sind kohärent, klar und zweckmässig.

Der Bundesrat hat beschlossen, die Integrationspauschale für UMA, welche die Kantone vom Bund erhalten, auf ein kostendeckendes Niveau anzuheben. Die Erhöhung wird voraussichtlich am 1. Mai 2019 in Kraft treten.

7. Abschluss von Rückübernahmeabkommen durch den Bund

Rückübernahmeabkommen sollen die rasche und sichere Rückübernahme von Personen mit irregulärem Aufenthaltsstatus in der Schweiz (namentlich abgewiesene Asylsuchende, die unser Land verlassen müssen) durch ihren Herkunftsstaat gewährleisten. Die Rückübernahme erfolgt gemäss den Verfahren und Wegweisungsfristen, welche die Schweiz mit dem Herkunftsland vereinbart hat.

Die Schweiz betreibt in diesem Bereich schon jetzt eine sehr aktive Politik. Sie entspricht derjenigen der EU sowie ihrer Mitgliedstaaten, die zur wirksameren Steuerung der irregulären Migration mit zahlreichen Herkunfts- sowie Transitstaaten in Assoziations- und Kooperationsabkommen Rückübernahmeabkommen bzw. Rückübernahmeklauseln vereinbaren.

Die Schweiz hat bereits rund fünfzig Rückübernahmeabkommen mit Drittstaaten abgeschlossen und der Bund treibt seine Bemühungen in diesem Bereich stetig weiter voran. Das Vorliegen eines Rückübernahmeabkommens hat jedoch nicht unbedingt zur Folge, dass einer Zwangsrückschaffung nichts mehr im Weg steht, denn die vom Herkunftsstaat zugelassenen Modalitäten erlauben die Rückführung nicht automatisch mit allen Mitteln und unter allen Umständen.

8. Fazit

Der Staatsrat teilt die Besorgnis der Motionsurheber. Er hält jedoch fest, dass der Bund, die Kantone und die Gemeinden seit dem Einreichen der Motion als Reaktion auf diese Befürchtungen zahlreiche Entscheidungen und Massnahmen getroffen haben. Die Tatsache, dass diese Anstrengungen auch in Zukunft weitergeführt werden, beweist, dass die Herausforderungen mit einem langfristigen Ansatz angegangen werden.

Aus diesen Gründen ist der Staatsrat der Ansicht, dass es nicht mehr nötig ist, beim Bund eine Standesinitiative einzureichen.

Deshalb empfiehlt Ihnen der Staatsrat die Ablehnung der Motion.

4. Februar 2019



Réponse du Conseil d'Etat à un instrument parlementaire

Motion Schwander Susanne / Gapany Johanna

2018-GC-133

Cours pour les migrant-e-s : nos valeurs ne sont pas taboues

I. Résumé de la motion

Par motion déposée et développée le 4 septembre 2018, les motionnaires demandent que le canton de Fribourg complète le travail d'intégration réalisé en rendant obligatoire, pour les migrant-e-s de tout âge, un cours sur les valeurs fondamentales de notre société. Ce cours devrait notamment faire en sorte que la notion fondamentale d'égalité entre les hommes et les femmes soit appliquée et que des bonnes pratiques soient adoptées en matière de santé sexuelle. Il devrait en outre promouvoir l'ouverture réciproque ainsi que l'établissement de relations respectueuses au sein de la population, en particulier auprès des personnes en provenance de pays tels que l'Erythrée, l'Afghanistan, la Syrie ou le Sri Lanka, dans lesquels les normes sociales sont différentes des nôtres.

II. Réponse du Conseil d'Etat

L'intégration des migrant-e-s est une tâche pluridisciplinaire qui se réalise pour l'essentiel dans le cadre des structures ordinaires. Toutefois, des mesures spécifiques à l'intention des personnes issues de l'étranger sont proposées à titre de soutien complémentaire. Ces mesures sont déployées dans le cadre des programmes cantonaux d'intégration (PIC), dont les objectifs sont partagés sur l'ensemble du territoire suisse et fixés de manière contraignante. Elles font l'objet de conventions passées entre chaque canton et le Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM) en application de la législation fédérale sur l'asile (RS 142.31) d'une part, sur les étrangers et l'intégration (RS 142.20) d'autre part. Ces mesures se superposent aux tâches d'accueil, d'hébergement et d'encadrement des personnes relevant de l'asile, assurées dans le canton par les organismes mandataires ORS et Caritas Suisse, Département Fribourg.

Dans le cadre du PIC, un nombre important de projets ont été et sont développés afin d'assurer une bonne compréhension et acceptation des principes fondamentaux de notre société auprès des personnes migrantes. Ces projets sont développés soit directement par le Bureau de l'intégration des migrant-e-s et de la prévention du racisme (IMR) – qui relève de la Direction de la sécurité et de la justice – soit par des entités partenaires grâce à un subventionnement de l'IMR. L'on peut en particulier citer les projets et mesures suivants :

- > Ateliers « Vie en Suisse » dispensés par la Croix-Rouge fribourgeoise ;
- > Cours de langues locales mettant l'accent sur les contextes de vie quotidienne et la diffusion d'informations pertinentes pour s'intégrer en Suisse ;
- > Ateliers sur la vie en Suisse dispensés au sein de nombreuses communautés étrangères ;

- > Travail d'information et d'accompagnement individuel fourni par des personnes-relais telles que les interprètes communautaires ;
- > Publication en dix langues (français, allemand, anglais, espagnol, portugais, albanais, turc, arabe, tigrinya, farsi) de la brochure « Le canton de Fribourg vous souhaite la bienvenue », largement diffusée auprès des nouveaux arrivants, notamment par les communes ;
- > Campagnes de sensibilisations à la problématique des mutilations génitales féminines et à celle des mariages forcés.

Dans le cadre de ces projets et mesures, qui font tous l'objet d'évaluations ou de visites de la part des spécialistes de l'IMR, aucune thématique n'est passée sous silence sous prétexte qu'elle ferait l'objet d'une vision différente ou d'un tabou dans la culture d'origine.

Dans le domaine spécifique de l'asile, auquel les motionnaires portent une attention particulière, il convient de souligner qu'afin d'accompagner dès le 1^{er} mars 2019 l'entrée en vigueur de la loi sur l'asile (LAsi) modifiée, qui prévoit un traitement plus rapide des procédures d'asile, la Confédération, les cantons et les communes mettront en œuvre l'Agenda Intégration Suisse (AIS). Dans ce cadre, des mesures à la fois plus intensives et intervenant de manière précoce dans le parcours du ou de la requérant-e d'asile seront mises en œuvre. Ce programme, dont les objectifs seront suivis étroitement, visera notamment à ce que « sept ans après leur arrivée, tous les R/AP [réfugiés et personnes admises à titre provisoire] connaissent bien le mode de vie en Suisse et entretiennent des contacts avec la population locale ».

Le dispositif de consultation et de prévention sanitaire

Au niveau des structures de premier accueil d'ORS, des soins médicaux de base sont fournis et un vaste travail de prévention sanitaire est mené auprès de l'ensemble des requérant-e-s. Le personnel infirmier (2.6 EPT) procède à des consultations individuelles de façon à établir un état de santé détaillé. Il peut aborder à ces occasions, dans un cadre qui favorise la confiance et avec l'aide d'un-e interprète si nécessaire, les problématiques soulevées dans la motion, et sur lesquelles les infirmiers-ères se spécialisent par leur participation à plusieurs groupes de travail cantonaux.

Des thèmes plus généraux tels que l'hygiène ou le fonctionnement des rendez-vous médicaux en Suisse sont abordés lors d'ateliers collectifs qui se déroulent régulièrement dans les structures d'ORS. Des partenaires tels que le Centre Empreinte, qui procède au dépistage du HIV, le Service de la santé publique (SSP) ou encore la Ligue pulmonaire, complètent cette action transversale et interdisciplinaire qui transmet, le plus tôt possible et au sein même des structures, les bonnes pratiques en matière de santé.

« Intégration via prévention » : une mesure intersectorielle en faveur de la santé et de la sécurité

Par le biais de son programme d'intégration, le canton de Fribourg met en œuvre les mesures d'encouragement adéquates pour les migrant-e-s qui présentent des besoins spécifiques. Parmi ces mesures figure « Intégration via prévention », fruit d'une collaboration entre la Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS) et la Police cantonale. Cette mesure intersectorielle sensibilise depuis 2016 les requérant-e-s d'asile et des personnes admises provisoirement. Une attention toute particulière est apportée aux jeunes et aux mineur-e-s non accompagné-e-s (MNA) du programme

« Envole-moi », auquel-le-s s'adresse en priorité le message préventif. Bientôt les réfugié-e-s issu-e-s notamment du programme de réinstallation suisse pourront également y participer.

Des modules animés par les autorités communales, la Police, le personnel d'ORS, la Justice de paix ou encore les spécialistes de la santé sexuelle visent à faire connaître et respecter l'ordre juridique et les valeurs suisses, mais aussi à transmettre à ces publics les bonnes pratiques en matière de santé et de relations interpersonnelles. Un volet traitant en particulier du thème de l'égalité est proposé par le Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille, le centre de compétences cantonal en la matière. Le Centre fribourgeois de santé sexuelle ainsi que le Centre Empreinte animent une partie qui leur est dédiée pour promouvoir la santé sexuelle, limiter les risques et lutter contre les discriminations. Par le biais de leur intervention, ces spécialistes se font également connaître des migrant-e-s, qui sauront par la suite, une fois les structures de premier accueil quittées, à qui s'adresser en cas de question ou de problème.

L'organisation périodique de ces modules thématiques permet d'améliorer la connaissance, de réduire les comportements inadéquats et participe à créer une relation de confiance entre les migrants, les organismes partenaires, les autorités et la population. En 2018, une session de 2 ½ journées a été organisée pour les MNA et les jeunes adultes jusqu'à 25 ans, à savoir 8 ateliers. Une session sera également organisée en 2019.

Soutenir l'engagement citoyen en faveur de l'intégration

Le concept « Communes sympas – Gemeinsam in der Gemeinde », basé sur la formation de personnes relais, a largement contribué au succès du programme cantonal d'intégration 2014-2017. Les quelque 400 « agents sympas » actifs dans plusieurs communes ont notamment permis d'améliorer l'accueil des nouveaux habitants ainsi que la cohésion au plan local grâce aux activités sociales mises sur pied.

L'implication des Fribourgeois, dans leur commune et dans leur quartier, a un impact déterminant au niveau de la cohabitation. En particulier dans le contexte de diversité actuel, puisqu'il permet de créer des ponts qui facilitent l'acceptation de nouvelles valeurs et l'adoption de nouveaux comportements. Au-delà de la disponibilité dont ces « agent-e-s » font preuve au quotidien, ils-elles instaurent un dialogue interculturel qui participe à prévenir les dynamiques conflictuelles, de rejet ou de radicalisation.

Les effets positifs de cette expérience ont mené au développement d'une nouvelle mesure de formation de personnes relais, qui fait partie du PIC pour les années 2018-2021. Ces personnes, issues des communautés migrantes, pourront acquérir des compétences en matière de santé notamment, pour ensuite relayer de façon significative les bonnes pratiques au sein de leurs réseaux de connaissances. L'approche s'inspire d'un programme de prévention du VIH, déployé depuis 2012 avec succès en Tanzanie par la personne qui sera en charge de la mesure en question.

Conclusion

Le Conseil d'Etat considère d'une part que le dispositif en faveur de l'intégration en place et ses développements annoncés, par le biais des programmes cantonaux d'intégration et de l'Agenda Intégration Suisse en particulier, permet déjà d'assurer une bonne sensibilisation des personnes migrantes aux valeurs fondamentales de notre pays. Il veillera toutefois à ce qu'elle soit encore renforcée dans le cadre des mesures et projets développés. Le Conseil d'Etat rappelle d'autre part

que les mesures d'intégration relèvent de la législation fédérale pour le cadre général et d'une convention quadriennale passée par le canton avec la Confédération pour leur concrétisation et leur financement. Il estime qu'une modification de la législation cantonale d'application telle que souhaitée par les motionnaires serait inopportune et remettrait potentiellement en cause le cadre conventionnel qui lie le canton à la Confédération. Elle ne manquerait pas non plus d'occasionner des frais supplémentaires pour l'Etat sans réelle plus-value. Il propose dès lors au Grand Conseil de rejeter cette motion.

29 janvier 2019



Antwort des Staatsrats auf einen parlamentarischen Vorstoss

Motion Schwander Susanne / Gapany Johanna

2018-GC-133

Kurs für Migrantinnen und Migranten: unsere Werte sind nicht tabu

I. Zusammenfassung der Motion

Mit einer am 4. September 2018 eingereichten und gleichentags begründeten Motion verlangen deren Urheberinnen, dass der Kanton Freiburg seine bisherige Integrationsarbeit vervollständigt, indem er einen Kurs über die Grundwerte unserer Gesellschaft für Migrantinnen und Migranten jeden Alters obligatorisch erklärt. Dieser Kurs müsse unter anderem sicherstellen, dass der Grundwert der Gleichstellung von Mann und Frau umgesetzt wird und dass im Bereich der sexuellen Gesundheit bewährte Methoden angewandt werden. Ausserdem müsse er die gegenseitige Offenheit und die Etablierung von respektvollen Beziehungen in der Bevölkerung fördern, insbesondere bei Personen aus Ländern wie Eritrea, Afghanistan, Syrien oder Sri Lanka, wo andere gesellschaftliche Normen gelten würden.

II. Antwort des Staatsrats

Die Integration der Migrantinnen und Migranten ist eine multidisziplinäre Aufgabe, die im Wesentlichen in den Regelstrukturen wahrgenommen wird. Dennoch werden für Personen aus dem Ausland als zusätzliche Unterstützung spezielle Massnahmen angeboten. Diese Massnahmen werden im Rahmen der kantonalen Integrationsprogramme (KIP) umgesetzt, deren Ziele für die gesamte Schweiz gelten und verbindlich festgelegt sind. Sie sind Gegenstand einer Vereinbarung, die jeder Kanton mit dem Staatssekretariat für Migration (SEM) abschliesst, wobei einerseits die Asylgesetzgebung des Bundes (SR 142.31) und andererseits dessen Gesetzgebung über die Ausländerinnen und Ausländer und die Integration (SR 142.20) zur Anwendung kommen. Diese Massnahmen überlagern die Aufgaben von Empfang, Unterbringung und Betreuung der Personen aus dem Asylbereich, die im Auftrag des Kantons von den Organisationen ORS und Caritas Schweiz, Abteilung Freiburg, erfüllt werden.

Im Rahmen des KIP wurden und werden zahlreiche Projekte entwickelt, mit denen sichergestellt werden soll, dass die Migrantinnen und Migranten die Grundwerte unserer Gesellschaft verstehen und respektieren. Diese Projekte werden entweder direkt von der Fachstelle für die Integration der Migrantinnen und Migranten und für Rassismusprävention (IMR) (die der Sicherheits- und Justizdirektion untersteht) oder – mit Subventionen der IMR – von Partnerorganisationen entwickelt. In diesem Zusammenhang sind besonders folgende Projekte und Massnahmen zu nennen:

- > Workshops «Leben in der Schweiz» des Freiburgerischen Roten Kreuzes;
- > Kurse in der Lokalsprache mit Schwerpunkt auf Bereichen des Alltagslebens und Vermittlung von konkreten Informationen für die Integration in der Schweiz;

- > Workshops zum Leben in der Schweiz, die von zahlreichen ausländischen Gemeinschaften angeboten werden;
- > Individuelle Information und Begleitung durch Vermittler/innen wie interkulturelle Dolmetscherinnen und Dolmetscher;
- > Veröffentlichung der Broschüre «Der Kanton Freiburg heisst Sie willkommen» in zehn Sprachen (Deutsch, Französisch, Englisch, Spanisch, Portugiesisch, Albanisch, Türkisch, Arabisch, Tigrinisch und Farsi), die u. a. von den Gemeinden an die meisten neu Ankommenden verteilt wird;
- > Sensibilisierungskampagnen zur Problematik von weiblicher Genitalverstümmelung und von Zwangsheiraten.

Bei diesen Projekte und Massnahmen, die alle von den Fachpersonen der IMR besucht oder evaluiert werden, wird kein Thema unter dem Vorwand verschwiegen, dass in der Herkunftskultur andere Ansichten oder ein Tabu gelten würden.

Im Asylbereich, dem die Urheberinnen der Motion besondere Beachtung schenken, werden der Bund, die Kantone und die Gemeinden demnächst die Integrationsagenda Schweiz (IAS) umsetzen. Diese ist als Begleitmassnahme zum revidierten Asylgesetz (AsylG) gedacht, das am 1. März 2019 in Kraft tritt und verkürzte Asylverfahren vorsieht. In diesem Rahmen sollen Massnahmen umgesetzt werden, die intensiver sind und gleichzeitig zu einem frühen Zeitpunkt in der Laufbahn der Asylsuchenden ansetzen. Das Programm, dessen Ziele regelmässig überprüft werden sollen, strebt unter anderem Folgendes an: «Sieben Jahre nach Einreise sind VA/FL [vorläufig Aufgenommene und Flüchtlinge] vertraut mit den schweizerischen Lebensgewohnheiten und haben Kontakte zur einheimischen Bevölkerung».

Medizinische Versorgung und Gesundheitsprävention

In den Erstaufnahmezentren von ORS wird bei allen Asylsuchenden die medizinische Grundversorgung sichergestellt und intensive Gesundheitsprävention betrieben. Das Pflegepersonal (2,6 VZÄ) führt individuelle Sprechstunden durch, in denen ein ausführlicher Gesundheitscheck durchgeführt wird. Bei dieser Gelegenheit können die Fachpersonen in einem vertraulichen Rahmen und wenn nötig mit Hilfe einer Dolmetscherin oder eines Dolmetschers die Problembereiche ansprechen, die in der Motion genannt werden. Die Pflegefachpersonen sind darauf spezialisiert, da sie an mehreren kantonalen Arbeitsgruppen zu diesen Themen teilnehmen.

Allgemeinere Themen wie Hygiene oder der Ablauf von medizinischen Sprechstunden in der Schweiz werden in Gruppenworkshops behandelt, die in den Erstaufnahmezentren von ORS regelmässig angeboten werden. Partner wie das «Centre Empreinte», das HIV-Tests durchführt, das Amt für Gesundheit (GesA) oder die Lungenliga runden den bereichs- und fachübergreifenden Massnahmenkatalog ab, der so früh wie möglich und in den Zentren selbst Informationen zur Gesundheitsbildung und -förderung vermittelt.

«Integration via Prävention»: eine sektorübergreifende Massnahme zur Förderung von Gesundheit und Sicherheit

Im Rahmen seines Integrationsprogramms setzt der Kanton Freiburg spezifische Fördermassnahmen für Migrantinnen und Migranten mit besonderen Bedürfnissen um. Dazu gehört auch das Projekt «Integration via Prävention», das aus einer Zusammenarbeit zwischen der Direktion für

Gesundheit und Soziales (GSD) und der Kantonspolizei hervorgegangen ist. Mit dieser sektorübergreifenden Massnahme werden seit 2016 Asylsuchende und vorläufig Aufgenommene sensibilisiert. Besondere Beachtung wird jungen Erwachsenen und den unbegleiteten minderjährigen Asylsuchenden (UMA) des Programms «Envole-moi» geschenkt. Die Präventionsbotschaft ist denn auch in erster Linie an sie gerichtet. Schon bald können aber auch Flüchtlinge, namentlich solche aus dem Resettlement-Programm Schweiz, daran teilnehmen.

In den Modulen von Gemeindebehörden, Polizei, ORS-Personal, Friedensgericht oder von Fachpersonen für sexuelle Gesundheit sollen die Teilnehmenden die Schweizer Werte und Rechtsordnung kennen und respektieren lernen, aber auch Empfehlungen zu Gesundheitsfragen und zwischenmenschlichen Beziehungen erhalten. Das Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen bietet als kantonales Kompetenzzentrum ein spezifisches Modul zum Thema Gleichstellung an. Die Freiburger Fachstelle für sexuelle Gesundheit und das «Centre Empreinte» moderieren je einen Teil davon mit dem Ziel, die sexuelle Gesundheit zu fördern, Risiken zu minimieren und Diskriminierungen zu verhindern. Die Module bieten den Fachpersonen Gelegenheit, bei den Migrantinnen und Migranten Bekanntheit zu erlangen. Diese wissen dann auch, an wen sie sich bei Fragen oder Problemen wenden können, wenn sie das Erstaufnahmezentrum einmal verlassen haben.

Die regelmässig organisierten thematischen Modulen tragen dazu bei, die Kenntnisse der Teilnehmenden zu erweitern, unerwünschte Verhaltensweisen zu verringern und ein Vertrauensverhältnis zwischen den Migrantinnen und Migranten, den Partnerorganisationen, den Behörden und der Bevölkerung aufzubauen. Im Jahr 2018 wurde für die UMA und die jungen Erwachsenen bis 25 Jahre eine Schulung von 2½ Tagen mit 8 Workshops organisiert. Die Schulung wird auch 2019 durchgeführt.

Unterstützung von Bürgerinitiativen zur Integrationsförderung

Das Konzept von «Communes sympas – Gemeinsam in der Gemeinde», das auf der Ausbildung von Vermittlungspersonen basiert, hat viel zum Erfolg des kantonalen Integrationsprogramms 2014–2017 beigetragen. Dank der rund 400 «Vernetzer/innen+», die sich in mehreren Gemeinden engagieren, konnte unter anderem der Empfang der neuen Einwohnerinnen und Einwohner verbessert und der lokale Zusammenhalt mit sozialen Aktivitäten verbessert werden.

Das Engagement der Freiburgerinnen und Freiburger in ihrer Gemeinde und in ihrem Quartier hat einen entscheidenden Einfluss auf das Zusammenleben. Dies gilt besonders im Kontext der aktuellen Vielfalt, denn dadurch entstehen Kontakte, welche die Akzeptanz neuer Werte und die Änderung von Verhaltensweisen erleichtern. Abgesehen davon, dass die «Vernetzer/innen+» im Alltag präsent sind, etablieren sie einen interkulturellen Dialog, der dazu beiträgt, der Dynamik von Konflikten, Zurückweisung und Radikalisierung entgegenzuwirken.

Auf der Grundlage dieser positiven Erfahrungen wurde für das KIP 2018–2021 eine neue Massnahme zur Ausbildung von Schlüsselpersonen entwickelt. Diese Personen aus Migrantenorganisationen können unter anderem Gesundheitsfachwissen erwerben, um die entsprechenden Empfehlungen anschliessend in ihrem Bekanntenkreis bedeutend weiter zu verbreiten. Der Ansatz orientiert sich an einem HIV-Präventionsprogramm, das ab 2012 in Tansania erfolgreich umgesetzt wurde und zwar von der Person, die auch für die Massnahme im Kanton Freiburg zuständig sein wird.

Fazit

Der Staatsrat ist einerseits der Meinung, dass das bestehende Integrationsdispositiv und seine geplante Weiterentwicklung, insbesondere in Form der kantonalen Integrationsprogramme und der Integrationsagenda Schweiz, bereits eine gute Sensibilisierung der Migrantinnen und Migranten für die Grundwerte unseres Landes erlaubt. Er wird jedoch dafür sorgen, dass es im Rahmen der zu entwickelnden Massnahmen und Projekte noch ausgebaut wird. Andererseits erinnert der Staatsrat daran, dass die Integrationsmassnahmen in Bezug auf ihren allgemeinen Rahmen auf der Gesetzgebung des Bundes beruhen und in Bezug auf ihre Konkretisierung und Finanzierung auf einer Vereinbarung, die der Kanton alle vier Jahre mit dem Bund abschliesst. Er ist der Ansicht, dass eine Änderung der kantonalen Ausführungsgesetzgebung, wie sie von den Verfasserinnen der Motion gewünscht wird, nicht sinnvoll wäre und womöglich die Rahmenvereinbarung, die den Kanton an den Bund bindet, in Frage stellen würde. Sie würde unweigerlich auch zusätzliche Kosten für den Staat verursachen, ohne dass daraus ein echter Mehrwert entstehen würde. Demzufolge empfiehlt er dem Grossen Rat, die Motion abzulehnen.

29. Januar 2019